

adf

AFRICA DEFENSE FORUM

En unissant leurs forces les partenariats pour la sécurité africaine donnent des résultats



PLUS Une conversation avec le chef des
Forces de défense de la Somalie

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

14



articles

- 8 Le maintien de la paix en Afrique : une perspective**
L'Afrique est en tête pour les missions et la participation.
- 14 Le sauvetage du Sahel**
Une nouvelle force de combat cherche à sécuriser la région contre les djihadistes et le trafic illicite.
- 20 Des missions complexes, des solutions nouvelles**
Les interventions multilatérales offrent des promesses et des défis gigantesques.
- 28 Une conférence continentale**
À l'occasion de la Conférence au sommet des forces terrestres africaines, les commandants partagent des histoires et forment des partenariats.
- 34 Saisissez l'opportunité**
Une conversation avec le chef des Forces de défense de la Somalie.
- 38 Une mission fait entendre sa voix**
La mission de l'Union africaine en Somalie a redéfini son message pour combattre al-Shebab.
- 44 Pas seulement une statistique**
Les femmes valorisent les missions de maintien de la paix mais des problèmes de participation subsistent.
- 50 Les centres de formation se développent pour faire face aux défis du 21ème siècle**
Les acteurs publics et privés font équipe pour bâtir un nouveau type d'installation de formation au Cap-Vert.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement de cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

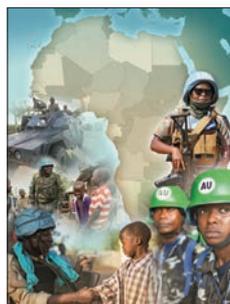
67 Où suis-je ?



Africa Defense Forum
est disponible en ligne.

Veillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com

26



EN COUVERTURE :

Ce collage photo montre des soldats participant à des missions de maintien de la paix dans tout le continent. À l'aide de nouvelles stratégies, les gardiens de la paix africains s'efforcent de mettre fin aux conflits et de protéger les civils.

Crédits photographiques dans le sens horaire en commençant en haut à gauche : EPA, MONUSCO, AMISOM, MINUSMA, MINUSCA

Deux proverbes swahilis sont souvent répétés : « un seul doigt ne peut pas tuer un pou » et « un poteau ne peut pas soutenir une maison ». Leur signification est claire : les travaux, petits ou grands, nécessitent la coopération.

La sécurité n'est pas différente. Les menaces affrontées par le continent africain sont complexes et interconnectées. Les groupes terroristes traversent les frontières, les disputes internes déplacent des milliers de réfugiés et les catastrophes naturelles peuvent se propager dans une région. La lutte contre ces menaces exige l'innovation. Les interventions multilatérales doivent suivre un nouveau format et inclure divers partenaires. Les leaders de la sécurité africaine montrent qu'ils sont à la hauteur de ce défi.

La Force conjointe du G5 Sahel, nouvelle alliance de cinq pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, en est un exemple. Cette force de 5.000 personnes a été conçue pour combattre les trafiquants et les terroristes. Ses membres ont convenu de partager le renseignement et ont exprimé le désir d'établir des partenariats avec des acteurs extérieurs, y compris l'Union africaine, l'Union européenne, les Nations unies et les États-Unis. Lors d'une autre intervention organisée par la Communauté économique des états de l'Afrique occidentale, une force de 7.000 personnes a aidé à éviter une crise en Gambie. L'intervention militaire proactive y a assuré un transfert démocratique et pacifique du pouvoir après une élection.

Ces types d'accords multilatéraux ne sont jamais simples. Ils exigent la planification et l'engagement politique. Les questions difficiles de logistique, de commandement et de contrôle, de partage du renseignement et du droit de poursuite transfrontalière peuvent provoquer des frictions entre les partenaires. Les missions sont typiquement sujettes à une longue période difficile avant d'enregistrer des gains. Mais les avantages sont bien plus grands que les coûts.

Les missions multilatérales, en particulier celles conduites par des parties prenantes africaines, se sont avérées être parmi les moyens les plus sensibles et les plus efficaces pour préserver la paix. L'histoire récente montre que le souhait de rejeter les anciennes rivalités et d'essayer de nouvelles alliances paie des dividendes. En apprenant les leçons des efforts antérieurs, les leaders africains de la sécurité peuvent recréer le succès. Partager la responsabilité de la sécurité signifie que tous peuvent partager les bénéfices de la paix.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des membres d'une unité de police, entraînée par le Nigeria et déployée avec la Mission des Nations unies au Liberia qui a pris fin, montent à bord d'un avion à Harbel au Liberia.

UNITED NATIONS



Coopération multilatérale sur la sécurité

Volume 11, 3ème trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.



Le général Abayomi Gabriel Olonisakin, chef d'état-major de la défense du Nigeria, a prononcé ce discours de clôture lors de la Conférence au sommet des forces terrestres africaines le 19 avril 2018 à Abuja, au Nigeria. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.

L'union fait la force

Nous sommes conscients des diverses initiatives collaboratives et des efforts conjoints qui ont été entrepris, non seulement pour assurer la sécurité de l'Afrique mais aussi pour la sécurité mondiale. Ces efforts collaboratifs justifient le thème de cette conférence : l'union fait la force.



Dans le cadre de ce thème, je sais que des pays d'Afrique ont fait des efforts, indépendamment

ou en collaboration, pour éliminer les menaces telles que le terrorisme, l'insurrection, la piraterie, la prolifération des armes légères et les crises économiques.

J'espère que les délibérations de ce sommet ont offert des opportunités pour tirer des leçons des lacunes, des succès et des stratégies employées pour neutraliser ou vaincre les menaces du terrorisme et des organisations extrémistes violentes.

Les Forces armées du Nigeria ont été à l'avant-garde de la lutte contre l'insurrection, le terrorisme, l'extrémisme violent et la prolifération des armes, ainsi que la piraterie dans le golfe de Guinée. L'opération de contre-insurrection, conduite par l'Armée de terre nigérienne contre Boko Haram a enregistré d'énormes succès. Les insurgés de Boko Haram n'occupent plus de territoire au Nigeria. Le groupe a été rendu incapable de lancer des attaques organisées. C'est avec humilité que je soutiens qu'il y a beaucoup de leçons à apprendre de l'expérience nigérienne.

J'implore donc toutes les parties prenantes qui participent à cette conférence de tirer les leçons des stratégies que l'armée nigérienne a adoptées pour combattre le terrorisme. Le succès de la lutte contre Boko Haram n'aurait pas pu être obtenu sans la collaboration effective des pays du bassin du lac Tchad. La collaboration dans les domaines de la formation, des exercices, des opérations et du partage du renseignement est impérative pour que nous puissions obtenir des résultats et sauvegarder l'ensemble du continent.

Mon opinion est que la collaboration sérieuse et effective au sein de la sous-région, de la région et du continent sera le catalyseur requis pour galvaniser nos partenaires afin

qu'ils nous fournissent le soutien nécessaire pour sécuriser l'Afrique.

Des sommets comme celui-ci assurent que nos pays, individuellement et collectivement, se réunissent pour analyser nos mécanismes de sécurité, faire des projections et définir des objectifs en vue de rechercher des mesures pour répondre aux défaillances et atteindre les objectifs.

Je crois que le Sommet des forces terrestres africaines de 2018 a pu réaliser cela. Je crois que les alliances formées, les connaissances acquises et les expériences partagées à cette conférence nous mettront dans une meilleure position pour affronter les organisations extrémistes violentes et d'autres menaces. Je ne doute pas que ce sommet ait forgé de nouveaux liens et consolidé des relations existantes. Cela nous a placé, je crois, dans une meilleure position pour apprécier nos différences et découvrir des points de rencontre sur les diverses questions.



Les commandants militaires de tout le continent sont debout pendant que l'hymne national nigérian est joué lors de la Conférence au sommet des forces terrestres africaines à Abuja (Nigeria).

ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Le Nigeria continuera à soutenir la paix en Afrique et dans le monde, où qu'il soit appelé. Nous nous assurerons aussi que toutes nos actions soient guidées par les meilleures pratiques, le droit international et les lois de notre environnement opérationnel. Nous demandons aussi aux États-Unis, à l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et aux autres partenaires de toujours considérer le Nigeria comme un allié fiable lorsque le besoin se manifestera. Je demande au leadership des forces terrestres africaines d'interfacier continuellement et de collaborer les unes avec les autres pour répondre aux défis de la sécurité qui confrontent l'Afrique.

POUR OBTENIR DE L'EAU POTABLE AU KENYA, AJOUTEZ SIMPLEMENT DU SOLEIL

HISTOIRE ET PHOTOS PAR THOMSON REUTERS FOUNDATION

Lors d'un après-midi ensoleillé dans l'Ouest du Kenya, Eunice Shigali remplit d'eau un jerrycan de 10 litres, puis elle l'ouvrit comme une valise et l'exposa au soleil.

Au bout de quelques heures, un smiley apparut sur le côté du contenant noir, signifiant que l'eau était propre et chaude, prête

pour la cuisson de l'ugali, aliment de base préparé avec de la farine de maïs.

« J'avais l'habitude d'allumer un feu pour faire bouillir l'eau utilisée pour la boisson, le lavage et la cuisine », déclare cette mère de trois enfants âgée de 48 ans à Thomson Reuters Foundation. « Maintenant, je gagne du temps parce que je mets l'eau au soleil et je peux faire d'autres travaux. »

Selon les Nations unies, environ 2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable salubre. Environ les deux cinquièmes de la population de 46 millions du Kenya utilisent des sources d'eau impure telles que les étangs, les puits peu profonds et les fleuves, en particulier dans les zones rurales et les bidonvilles, déclare l'organisme caritatif Water.org.

Le jerrycan de Mme Shigali est fabriqué par Solvatten, entreprise sociale basée à Stockholm qui travaille depuis 2007 pour améliorer l'accès à l'eau pure en vendant son invention aux gouvernements, aux organisations caritatives et aux entreprises.

Le jerrycan nécessite entre deux et quatre heures pour chauffer l'eau à 75 degrés Celsius au soleil. Lorsqu'il est ouvert, des panneaux transparents exposent l'eau aux rayons ultraviolets

du soleil. La chaleur et la lumière tuent les bactéries. Un filtre en tissu empêche les particules plus grosses de pénétrer lorsque le jerrycan est rempli.

Il l'aide à utiliser moins de bois de chauffage et de charbon, ce qui économise de l'argent et épargne des arbres. Mme Shigali a reçu son jerrycan en 2010 de l'organisme caritatif Soroptimist International, qui les vend maintenant aux femmes de l'ensemble du Kenya dans 11 clubs, à un prix de 1.000 shillings (10 dollars) chacun.

« Nous nous efforçons d'assurer que les femmes soient capables d'avoir dignement accès à l'eau potable salubre et d'économiser beaucoup de combustible, avec pour seule préoccupation celle du soleil », déclare Dolphine Anyango, directrice du programme kényan de Soroptimist.

Les jerrycans ont aussi été offerts comme encouragement pour que les mères visitent les cliniques et vaccinent leurs enfants, déclare David Wadstrom, porte-parole de Solvatten, en ajoutant que le but de la société est qu'ils soient utilisés par 1 million de personnes d'ici à 2020.

« Vous devez croire qu'il y a une meilleure vie à l'horizon pour les gens les plus vulnérables, déclare-t-il. Il s'agit vraiment de ne pas abandonner les gens. Tout le monde devrait avoir accès à l'eau propre et salubre chez soi. »



LES CHIENS THÉRAPEUTIQUES

*guérissent les survivants traumatisés
de la guerre contre la LRA*

THOMSON REUTERS FOUNDATION

Francis Okello voulait se suicider après avoir été aveuglé à l'âge de 12 ans par une bombe non explosée alors qu'il creusait un trou dans le jardin de sa famille au Nord de l'Ouganda.

« J'avais des cauchemars », déclare M. Okello, qui vit dans une zone qui a été ravagée par deux décennies de conflit entre les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et les forces ougandaises. « La vie était devenue sans valeur parce que j'étais stigmatisé. »

L'espoir est retourné dans la vie de M. Okello lorsqu'il s'est attaché à un chien appelé Tiger dans son pensionnat. À l'époque, il avait honte de devoir réveiller les gens pour le guider vers les toilettes pendant la nuit.

« Je détestais de peser sur les gens pour demander de l'aide », déclare ce père de deux enfants âgé de 29 ans. « Je me suis attaché à Tiger, qui m'aidait à marcher aux toilettes. »

La valeur des animaux thérapeutiques pour les problèmes de santé mentale est bien documentée mais cela est rare en Afrique de l'Est, où beaucoup de gens ont peur des chiens parce qu'ils servent habituellement de gardes.

M. Okello obtint plus tard une formation de psychologue communautaire et créa le projet Chiens de confort en 2015. Il a aidé plus de 300 personnes traumatisées par la rébellion, qui a été marquée par le rapt des enfants pour les utiliser comme combattants et esclaves sexuels.

Le ministère de la Santé de l'Ouganda estime que sept personnes sur 10 du Nord de l'Ouganda sont traumatisées par la guerre, dans laquelle des dizaines de milliers ont été tués et 2 millions déracinés de leur foyer. La LRA a été éradiquée de la région en 2005.

Filda Akumu, 35 ans, dont la famille avait été massacrée par les rebelles de la LRA, a lutté contre le traumatisme après avoir échappé à la captivité des rebelles. « Lorsque j'ai vu mon père et mes deux frères tués à coups de hache, je n'ai jamais pensé que je pourrais guérir — jusqu'à maintenant », déclare Mme Akumu, qui est aussi une bénévole du projet.

Des milliers d'anciens séquestrés souffrent de troubles de stress post-traumatique, de dépression et de pensées de suicide. Les chiens peuvent reconforter les gens qui ont des problèmes de santé mentale et les distraire de leurs pensées troublantes.

M. Okello obtient un grand nombre de ses chiens auprès de The Big Fix, seul hôpital vétérinaire du Nord de l'Ouganda.

« J'utilise surtout des chiens errants parce qu'ils affrontent des conditions difficiles, déclare M. Okello. Lorsque ces chiens s'attachent à nos patients, ils forment une amitié qui les guérit tous les deux. »

LES ÉTUDIANTS MONTENT EN FLÈCHE À L'ACADÉMIE DE DRONES DE CÔTE D'IVOIRE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Une « académie de drones » innovatrice à Abidjan, en Côte d'Ivoire, établie par la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), projette de révolutionner les inspections d'infrastructure et de réduire les coûts.

La CIE formera environ 20 jeunes pilotes pour inspecter ces lignes haute tension, qui s'étendent sur plus de 25.000 kilomètres dans le pays.

« Nous avons beaucoup de problèmes avec la végétation, nous devons la dégager tout le temps et cela est difficile parce qu'elle est partout », déclare le pilote Benjamin Mathon, qui est chargé du programme de drones et de formation des jeunes de la CIE.

Les pistes non pavées qui ne sont pas carrossables après une pluie forte, les zones étendues de végétation tropicale et un réseau routier fragmenté rendent difficile l'accès aux pylônes électriques dans un pays d'une superficie de 322.000 kilomètres carrés.

Après avoir survolé une zone avec un drone équipé de caméras et de capteurs thermiques et à laser, « nous utilisons des programmes d'intelligence artificielle qui analysent les images pour déceler toutes les anomalies : un boulon rouillé sur un pylône, un câble endommagé, déclare M. Mathon. Le drone nous permet d'analyser rapidement un grand nombre de lignes sur de grandes distances. »

Les étudiants apprennent à piloter les drones, à les assembler et à les réparer, et ils sont formés pour analyser les images, les données, la géolocalisation et la cartographie.

Auparavant, toutes les inspections étaient faites par hélicoptère ou par des équipes au sol. Un hélicoptère coûte plus de 600.000 dollars et chaque vol d'une heure coûte près de 1.500 dollars. Un drone coûte entre 2.000 et 125.000 dollars, son entretien est simple et le coût des vols est négligeable.

La société espère réduire la période moyenne des pannes de courant pour ses 1,3 million de clients en Côte d'Ivoire. Elle espère aussi faire de même pour les clients du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, du Mali et du Togo.

L'académie de drones est ouverte à toute entreprise d'Afrique de l'Ouest qui pourrait bénéficier de la technologie, déclare Paul Ginies, directeur du Centre pour les professions électriques, division de formation de la CIE.

« Je suis sûr que les jeunes africains vont saisir cette chance et nous surprendre en développant des applications auxquelles nous n'avons pas pensé. C'est leur génération », déclare-t-il.



Un employé des services publics ivoiriens pilote un drone pour surveiller les fils électriques haute tension.

AFP/GETTY IMAGES

LE MAINTIEN DE LA PAIX EN AFRIQUE : UNE PERSPECTIVE

L'Afrique est en tête pour les missions et la participation

PERSONNEL D'ADF

Les pays africains se distinguent dans les missions de maintien de la paix des Nations unies et de l'Union africaine sur le continent et dans le monde entier. Le continent accueille aussi la moitié — **7 sur 14** — de toutes les missions actives de l'ONU.

En mars 2018, on comptait **91.058** personnes participant à 14 missions de maintien de la paix et huit missions politiques spéciales. **10.679** d'entre elles étaient des officiers de police, **79.063** étaient des soldats ou des officiers d'état-major, et **1.316** étaient des experts militaires de l'ONU en mission (UNMEM).

Les pays du continent africain contribuent la majeure partie du personnel de sécurité pour les missions de maintien de la paix des Nations unies actives en Afrique et dans le monde entier. Considérez ces statistiques :

- En date du 31 mars 2018, **38** pays africains **sur 54**, soit plus de **70 %**, contribuaient des soldats, des policiers, des experts en mission et des officiers d'état-major à 14 missions de maintien de la paix et à certaines missions politiques plus limitées de l'ONU dans le monde entier.
- Les contributions totales de personnel africain s'élèvent à **44.845**, ce qui représente **49 %** de l'ensemble du personnel de sécurité de maintien de la paix de l'ONU.
- Dans le monde entier, les pays africains fournissent près de **48 %** des **77.145** soldats participant à des missions de l'ONU et **64 %** des policiers.
- Les pays africains fournissent environ **33 %** de tous les experts militaires en mission et **42 %** des officiers d'état-major du monde entier.



Des gardiens de la paix de l'UNMISS assurent la sécurité lors de la visite d'un responsable de l'ONU dans un camp pour les déplacés internes à Bentiu au Soudan du Sud, en juin 2017. THE ASSOCIATED PRESS

Les chiffres sont encore plus impressionnants lorsqu'on examine seulement les missions de maintien de la paix en Afrique :

LES PAYS AFRICAINS FOURNISSENT PLUS DE

56 % DE LA TOTALITÉ DU PERSONNEL

de sécurité pour les sept missions de maintien de la paix sur le continent.

L'ÉTHIOPIE **99** % FOURNIT

de tout le personnel de sécurité affecté à Abiyé, région frontalière disputée entre le Soudan et le Soudan du Sud.

L'Éthiopie est le premier de tous les pays du monde

POUR LE NOMBRE DE SOLDATS

— **8.119** —

ET LE NOMBRE TOTAL EN PERSONNEL DE SÉCURITÉ

— **8.331** —

QU'ELLE FOURNIT AUX MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU

LE SÉNÉGAL EST AU PREMIER RANG MONDIAL DANS LA FOURNITURE D'OFFICIERS DE POLICE POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX AVEC UN EFFECTIF DE

1.241

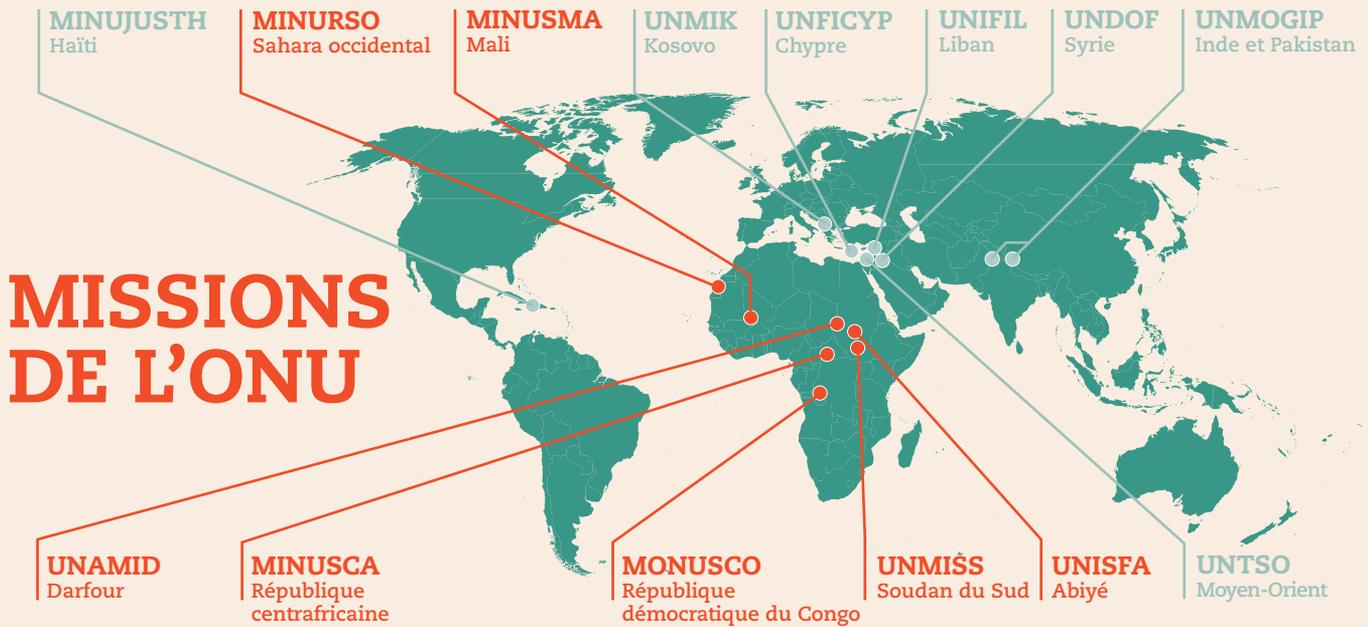
LES CONTRIBUTIONS AFRICAINES AUX MISSIONS DE L'ONU

Les pays africains apparaissent en premier sur toute liste de contributions de personnel. **17** pays du continent sont classés **parmi les 25 premiers** dans le monde pour le nombre total de personnel qu'ils contribuent. Les contributions de personnel vont de 8.331 pour l'Éthiopie, le leader mondial, à un chacun pour l'Algérie et le Cap-Vert. Chaque total inclut les soldats, les officiers de police, les experts en mission et les officiers d'état-major :

8.331	Éthiopie	1.430	Togo
6.548	Rwanda	1.217	Afrique du Sud
3.154	Égypte	1.128	Cameroun
2.677	Tanzanie	1.078	Niger
2.642	Ghana	1.065	Zambie
2.454	Sénégal	1.047	Mauritanie
2.135	Burkina Faso	947	Guinée
1.601	Maroc	944	Malawi
1.472	Tchad		

LES CONTRIBUTIONS DE POLICIERS AFRICAINS AUX MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

1.241	Sénégal	70	Niger
1.073	Rwanda	69	Guinée
760	Égypte	69	Tanzanie
474	Togo	61	Mali
395	Burkina Faso	61	Namibie
367	Cameroun	44	Éthiopie
353	Ghana	34	Gambie
277	Mauritanie	31	Tchad
221	Nigeria	26	Ouganda
199	Bénin	24	Kenya
192	Tunisie	17	Madagascar
173	Djibouti	15	Afrique du Sud
141	République du Congo	15	République centrafricaine
100	Côte d'Ivoire	4	République démocratique du Congo
96	Zambie	1	Burundi
87	Sierra Leone	1	Cap-Vert
83	Zimbabwe		
81	Malawi		



DÉFINITIONS

Lorsqu'on considère le personnel de maintien de la paix, il est bon de connaître la fonction de chaque groupe. Le personnel de maintien de la paix des Nations unies peut être divisé en six catégories principales :

SOLDATS DE CONTINGENT

Les états membres des Nations unies constituent des unités militaires constituées qui correspondent à des formations telles que les compagnies, les brigades ou les bataillons. Chacune est un contingent.

EXPERTS MILITAIRES EN MISSION

Ils comprennent les observateurs, les officiers de liaison et les conseillers. Ces postes sont typiquement à temps partiel et leurs fonctions sont quasi-diplomatiques.

POLICE

La police de l'ONU développe et soutient les services de police de l'état hôte, ou dans certains cas elle se substitue à eux, pour prévenir et détecter les crimes, protéger la vie et la propriété, et préserver l'ordre public et la sécurité.

OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR

Ces officiers rédigent les ordres militaires ; les rapports de situation ; la correspondance ; les procédures de planification ; et les procédures, règles et réglementation de l'ONU.

CIVILS

Les civils défendent et protègent les droits humains, renforcent l'état de droit, encouragent les processus politiques et de réconciliation, encouragent la sensibilisation aux mines et servent de responsables de l'information publique. Ils soutiennent aussi le financement, la logistique, la technologie des communications, les ressources humaines et l'administration.

VOLONTAIRES DE L'ONU

Ils fournissent une expertise administrative, logistique, technique et médicale à diverses missions pour aider les processus de paix, les efforts humanitaires, les élections et les besoins de santé d'urgence, entre autres choses.

MONUSCO Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

Cette mission est née des événements qui ont suivi le génocide du Rwanda dans les années 1990, lorsque les Hutus du Rwanda ont envahi l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), suscitant finalement une rébellion qui a pris le contrôle du pays des mains du président Mobutu Sese Seko. Peu de temps après, une rébellion soutenue par le Rwanda et l'Ouganda éclata dans les régions de Kivu, aboutissant à la création de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) en 1999 pour superviser un cessez-le-feu. La MONUC est restée en place après les élections de 2006 et fut rebaptisée MONUSCO le 1er juillet 2010. L'objet de la MONUSCO est de protéger les civils et de renforcer la paix en RDC. Selon l'ONU, la mission a été autorisée à utiliser « tous les moyens nécessaires » pour protéger les civils, le personnel humanitaire et les défenseurs des droits humains qui sont « sujets à des menaces imminentes de violence physique » et à soutenir le gouvernement de la RDC alors qu'il stabilise et renforce la paix.



20.654 Personnel total

15.425 Troupes de contingent

258 Experts en mission

1.357 Policiers

179 Officiers d'état-major

35 % Personnel africain

Autre

3.112 Civils

323 Volontaires de l'ONU

145 Nombre total de morts

Un gardien de la paix de la MONUSCO parle aux déplacés internes dans un camp près de Kalemie en RDC. MONUSCO

TOTAL DES EFFECTIFS DÉPLOYÉS EN DATE DE MARS 2018 ; DONNÉES CIVILES EN DATE D'AOUT 2017 ; DONNÉES DES VOLONTAIRES DE L'ONU EN DATE DE JANVIER 2018

MINUSMA Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

Début 2012, un mouvement touareg aligné avec des groupes extrémistes islamistes armés attaque les forces du gouvernement dans le Nord du Mali. Peu après, un coup d'état militaire accélère l'effondrement, ce qui permet aux rebelles de capturer les villes de Gao, Kidal et Tombouctou et de proclamer un état indépendant. La communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest forme fin 2012 la Mission internationale de soutien au Mali (AFISMA) dirigée par des Africains, laquelle cède le pas à la MINUSMA plusieurs mois après. La MINUSMA est établie le 25 avril 2013 pour aider les autorités



de transition à stabiliser le pays. La mission assure aussi la sécurité, protège les civils, soutient le dialogue politique national et la réconciliation, aide à restaurer l'autorité de l'état, reconstruit le secteur de la sécurité et défend et protège les droits humains au Mali.

Un gardien de la paix de la MINUSMA joue avec un jeune garçon lors d'une patrouille à Bara, village situé à 85 kilomètres de Gao au Nord du Mali.

HARANDANE DICKO/UNITED NATIONS

15.156 Personnel total

11.443 Troupes de contingent

34 Experts en mission

1.734 Policiers

433 Officiers d'état-major

69 % Personnel africain

Autre

1.351 Civils

161 Volontaires de l'ONU

166 Nombre total de morts

MINUSCA Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine

En décembre 2012, les rebelles de la Séléka, à majorité musulmane, lancent des attaques et s'emparent finalement de la capitale de Bangui, forçant le président François Bozizé à s'enfuir. Le conflit prend une connotation sectaire lorsque les anti-balaka, de majorité chrétienne, affrontent les Musulmans à Bangui et ses alentours. La protection des civils est la première priorité de la MINUSCA. Elle soutient aussi le processus de transition du gouvernement ; crée un espace pour l'assistance humanitaire ; défend et protège les droits humains ; soutient la justice et l'état de droit ; et encourage le désarmement, la démobilisation, la réintégration et le rapatriement. La MINUSCA incorpore le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine. En septembre 2014, la Mission internationale de soutien à la République centrafricaine, dirigée par des Africains, transfère son autorité à la MINUSCA.



Des gardiens de la paix de la MINUSCA escortent 100 étudiants à leur lieu d'examen à Bangui en République centrafricaine. MINUSCA

14.094 Personnel total

10.284 Troupes de contingent

126 Experts en mission

2.049 Policiers

261 Officiers d'état-major

71 % Personnel africain

Autre

1.143 Civils

231 Volontaires de l'ONU

60 Nombre total de morts

UNAMID Opération hybride de l'Union africaine et des Nations unies au Darfour

L'UNAMID est établie le 31 juillet 2007 et chargée de protéger les civils et d'assurer la sécurité de la fourniture de l'aide humanitaire. Elle remplace la mission précédente, appelée Mission de l'Union africaine au Soudan, et s'en distingue par le fait qu'elle représente un effort conjoint de l'ONU et de l'UA. Les droits territoriaux et de pâture avaient conduit à des années de tension au Darfour. En 2003, deux groupes rebelles, l'Armée de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité, attaquent des cibles gouvernementales, en accusant Khartoum de favoriser les Arabes aux dépens des Noirs. Les forces militaires soudanaises et les milices appelées Janjawids, ce qui signifie « les diables à cheval », tuent et chassent les civils du Darfour. Des centaines de milliers meurent et des millions sont déplacés. La mission surveille aussi les frontières avec le Tchad et la République centrafricaine.



L'UNAMID et le gouvernement du Soudan ont signé un protocole d'accord le 28 janvier 2018 pour que la mission ouvre une base opérationnelle provisoire à Golo. KONE MOUROULAYE/UNAMID

5.321 Personnel total

9.402 Troupes de contingent

130 Experts en mission

2.557 Policiers

238 Officiers d'état-major

63 % Personnel africain

Autre

2.873 Civils

121 Volontaires de l'ONU

261 Nombre total de morts

UNMISS Mission des Nations unies au Soudan du Sud

Après l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, le Conseil de sécurité de l'ONU détermine que la situation y est telle que la paix et la sécurité régionales continuent à être menacées. L'UNMISS est chargée de consolider la paix et la sécurité et d'aider à établir des conditions de développement. Après l'éclatement d'une crise en décembre



2013, le Conseil de sécurité modifie les priorités du mandat de l'UNMISS pour qu'elle protège les civils, surveille les droits humains et soutienne la fourniture de l'assistance humanitaire et la mise en œuvre de l'Accord sur la cessation des hostilités.

17.965 Personnel total

13.218 Troupes de contingent

174 Experts en mission

1.591 Policiers

384 Officiers d'état-major

39 % Personnel africain

Autre

2.207 Civils

391 Volontaires de l'ONU

55 Nombre total de morts

Des gardiens de la paix de l'UNMISS rencontrent des femmes et des enfants lors d'une patrouille près de Bentiu au Soudan du Sud. REUTERS

UNISFA Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abiyé

L'UNISFA est établie en juin 2011 en réponse à la violence, à l'escalade des tensions et au déplacement de la population dans la région riche en pétrole d'Abiyé, petite zone frontalière contestée entre le Soudan et le Soudan du Sud. Lorsque le Soudan du Sud avait obtenu son indépendance, les gouvernements de Juba et de Khartoum n'avaient pas résolu la situation d'Abiyé. Elle est revendiquée par les Angok-Dinka qui y élèvent leurs animaux. La tribu arabe des Misseriya, qui est originaire du Nord et se rend à Abiyé chaque année à la recherche de l'eau et des pâturages pour son bétail, la revendique aussi. L'opération surveille la frontière et aide à protéger les fournitures d'aide humanitaire. Elle peut utiliser la force pour protéger les civils et le personnel humanitaire. L'UNISFA a été créée après l'accord entre le Soudan et le Mouvement de libération du peuple soudanais visant à démilitariser Abiyé et à permettre aux troupes éthiopiennes de surveiller la région.



Un officier de police des Nations unies originaire du Zimbabwe parle à des civils dans la région d'Abiyé.

UNISFA

4.765 Personnel total

4.286 Troupes de contingent

89 Experts en mission

37 Policiers

110 Officiers d'état-major

99 % Personnel africain

Autre

211 Civils

32 Volontaires de l'ONU

28 Nombre total de morts

MINURSO Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

La MINURSO est établie en avril 1991 conformément à des propositions de règlement acceptées en août 1988 par le Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro (Frente POLISARIO). Ce plan prévoit une période de transition au cours de laquelle un référendum serait organisé, pour fournir au peuple du Sahara occidental le choix entre l'indépendance et l'intégration au Maroc. En 2016, le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé aux parties d'œuvrer en vue de négociations plus substantielles.

470 Personnel total

19 Troupes de contingent

199 Experts en mission

1 Policiers

8 Officiers d'état-major

22 % Personnel africain

Autre

227 Civils

16 Volontaires de l'ONU

16 Nombre total de morts

TOTAL DES EFFECTIFS DÉPLOYÉS EN DATE DE MARS 2018 ; DONNÉES CIVILES EN DATE D'AOUT 2017 ; DONNÉES DES VOLONTAIRES DE L'ONU EN DATE DE JANVIER 2018

AMISOM

Mission de l'Union africaine en Somalie

L'AMISOM est lancée en Somalie en 2007 pour protéger un gouvernement de transition né du chaos qui avait bouleversé le pays depuis les années 1990. La mission de l'UA, approuvée par l'ONU, commence avec des troupes de l'Ouganda, bientôt renforcées pour inclure plus de **22.000** soldats provenant du Burundi, de Djibouti, d'Éthiopie, du Kenya, de la Sierra Leone et de l'Ouganda. La Sierra Leone retire plus tard ses soldats.

Les pays contributeurs de policiers ont changé au cours des années. Les contributeurs récents sont le Ghana, le Kenya, la Sierra Leone, l'Ouganda et la Zambie.

La résolution 2372 du Conseil de sécurité de l'ONU précise que le nombre maximum d'effectifs sera réduit à **21.626** au début 2018. Le personnel en uniforme doit être réduit à **20.626** dès le 30 octobre 2018. Le rythme pourrait s'accélérer en fonction de la capacité des forces de sécurité somaliennes.

L'AMISOM a pour objet d'assurer la sécurité et de réduire la menace du groupe d'insurgés al-Shebab. L'objectif consiste à encadrer les forces de sécurité et les officiers de police somaliens et finalement de transférer les fonctions de sécurité à ces forces. Cette mission est dangereuse parce que les soldats sont souvent directement engagés contre les militants d'al-Shebab. Toutefois, le nombre exact de tués n'est pas disponible car les pays contributeurs ne publient pas ces chiffres.



Des soldats de Djibouti participant à l'AMISOM sauvent des victimes de l'inondation à Beledweyne en Somalie, en avril 2018.

AMISOM



AMISOM



Un soldat malien patrouille près des frontières du Burkina Faso et du Niger dans le cadre de l'opération Hawbi en novembre 2017.

AFP/GETTY IMAGES

Le Sauvetage du Sahel

UNE NOUVELLE FORCE
DE COMBAT CHERCHE À
SÉCURISER LA RÉGION
CONTRE LES DJIHADISTES
ET LE TRAFIC ILLICITE

PERSONNEL D'ADF

Une fumée épaisse et noire montait dans le ciel au-dessus de la ville de Ouagadougou, au Burkina Faso, en mars 2018, preuve que des djihadistes radicaux avaient de nouveau attaqué cette capitale affairée, dans la région du Sahel occidental d'Afrique.

La double attaque visait l'ambassade française et le quartier général militaire du Burkina Faso. L'assaut causa la mort de huit soldats burkinabés et huit assaillants. Quatre-vingt personnes furent blessées. C'était la troisième attaque extrémiste dans la ville en un peu plus de deux ans.

Le ministre de la Sécurité Clément Sawadogo a déclaré aux journalistes que l'attaque semblait avoir ciblé des officiers de haut rang des forces armées et aurait pu chercher à « décapiter » le leadership militaire du Burkina Faso. Elle aurait réussi, déclare-t-il, si le lieu de la réunion n'avait été changé en dernière minute.

Cela n'est pas le premier incident de ce type au Burkina Faso. En août 2017, près de 20 personnes ont été tuées et 20 autres blessées lorsque des tireurs en moto ouvrirent le feu sur un restaurant turc. En janvier 2016, des membres d'al-Qaïda au Maghreb islamique ont tué au moins 24 personnes dans un hôtel et un café sur la même rue encombrée, selon le *Washington Post*.

Contrairement au Mali, son voisin du Nord, le Burkina Faso n'héberge pas de mission de maintien de la paix des Nations unies et n'est pas le site d'une action militaire multinationale pour déloger une insurrection. Toutefois, ce pays représente seulement le plus récent exemple des dangers qui rôdent au Sahel, région géographique transitionnelle qui sépare le Sahara au Nord et les savanes humides au Sud. Le Sahel s'étend sur près de 4.000 kilomètres, du Sénégal jusqu'à la côte de l'Érythrée sur la mer Rouge.

Après les attaques du Burkina Faso, les troubles continuels du Mali et une insurrection islamiste armée au Nigeria qui s'est étendue au Cameroun, au Tchad et au Niger, cinq pays ont décidé d'agir pour sécuriser leurs frontières et protéger leur peuple.

La région du Sahel est déjà pleine de soldats qui essaient de repousser les insurrections et les troubles. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été établie en 2013 pour rétablir l'ordre après un coup d'état de 2012 précédé d'une rébellion des Touaregs dans le Nord. Les forces françaises ont lancé l'opération Serval au début 2013 pour repousser les avancées islamistes au Nord du Mali. Le Tchad a envoyé 2.000 de ses soldats au Mali pour rejoindre le combat.

Le Niger, membre du G5, doit être attentif à la frontière malienne à l'Ouest, aux incursions de Boko Haram dans la région de Diffa au Sud-Ouest et au trafic traversant le Nord vers une Libye chaotique. Le Niger, avec le Bénin, le Cameroun, le Tchad et le Nigeria, fait partie de la Force multinationale mixte (MNJTF) qui lutte contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

Finalement, la France demeure dans la région avec l'opération Barkhane, force de 4.000 personnes qui tire ses origines de Serval en 2014 et qui est basée au Burkina Faso, au Tchad et au Mali.

Au milieu de cela se situe la Force conjointe du G5 Sahel (ou « G5 Sahel Joint Force ») qui réunit le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger dans une force de combat qui rejoindra l'effort visant à sécuriser cette région troublée. La tâche qui se présente sera complexe. En bref, la Force conjointe du G5 Sahel sera l'un des nombreux efforts militaires dans une région sujette à beaucoup de problèmes différents causés par une série de groupes différents.

LE G5 SAHEL

Le G5 Sahel a été créé en 2014 pour encourager la coopération économique et la sécurité entre ses cinq états membres. Trois années plus tard, l'alliance décide de créer sa force conjointe de sécurité pour affronter

les préoccupations croissantes liées au trafic des stupéfiants, à la traite des humains et au terrorisme. L'Union africaine et le Conseil de sécurité des Nations unies approuvent la force du Sahel, dont on s'attend à ce qu'elle soit « à l'avant-garde des efforts de sécurité transnationaux au Sahel dans un proche avenir », selon l'article « La force conjointe du G5 Sahel enregistre des succès » du 9 février 2018 du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (ACSS).

Le concept opérationnel de la force est basé sur quatre principes, selon l'article de l'ACSS. Elle cherche à :

- Lutter contre le terrorisme et le trafic des stupéfiants.
- Aider à rétablir l'autorité de l'état et à assurer le retour des personnes déplacées et des réfugiés.
- Faciliter la conduite des opérations humanitaires et la fourniture de l'aide à ceux qui en ont besoin.
- Aider à exécuter des stratégies de développement dans la région du G5 Sahel.

La force sera constituée d'un maximum de 5.000 personnes, principalement des soldats, provenant des cinq états membres. Ce total inclura sept bataillons de 550 soldats chacun : un bataillon chacun pour le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie, et deux bataillons chacun pour le Mali et le Niger. Le Mali et le Niger fourniront aussi 200 gendarmes chacun, alors que les trois autres pays offriront 100 policiers ou gendarmes chacun, déclare l'article de l'ACSS. Les troupes seront déployées dans trois secteurs : l'Ouest, pour le Mali et la Mauritanie ; le



Un soldat nigérien près de Diffa garde la frontière avec le Nigeria. REUTERS



Le 14 janvier 2018, la force conjointe lance sa seconde opération appelée Pagnali, ce qui signifie « tonnerre » dans la langue peule. L'opération se concentre sur la frontière entre le Burkina Faso et le Mali. Le général Didier Dacko du Mali, commandant de la force, déclare à la station radio française RFI que l'opération est exécutée par deux bataillons, un pour chacun des deux pays, dans une zone d'environ 8.000 mètres carrés au Sud de Boulikessi au Mali et de Nassoumbou au Burkina Faso.

« Permettez-moi de dire carrément que, avec l'opération Pagnali, la force conjointe des pays du G5 Sahel s'affirme comme force sahélienne qui connaît le terrain, ayant une capacité d'adaptation et une bonne coordination avec les armées nationales », déclare le général Dacko.

La coordination sera essentielle à mesure que la Force conjointe du G5 Sahel continue ses efforts.

DES EFFORTS COORDONNÉS

Le Sahel en général et les pays du G5 Sahel en particulier font face à de nombreuses menaces intérieures et extérieures concernant leur sécurité. La situation au Mali est particulièrement épineuse. La MINUSMA y est active depuis 2013 parmi un réseau complexe de groupes militaires armés.

Le Jamaat Nosrat al-Islam wal-Mouslimin (JNIM), ce qui signifie « Groupe de soutien à l'Islam et aux

Des soldats maliens participent à l'opération Hawbi dans le centre du Mali, près des frontières avec le Burkina Faso et le Niger, en novembre 2017. AFP/GETTY IMAGES

Musulmans », est une organisation djihadiste militante. Il a été formé lorsqu'Ansar Dine, le Front de libération du Macina, al-Mourabitoune et la branche saharienne d'Al-Qaïda au Maghreb islamique ont fusionné en mars 2017. Tous les quatre groupes opéraient au Mali depuis des années. Le JNIM est maintenant la branche officielle d'al-Qaïda au Mali.

D'autres groupes, notamment le Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'Ouest, ont aussi été actifs au Mali.

Avec la présence de la MINUSMA et de l'opération Barkhane de la France, une préoccupation existe : la Force du G5 Sahel pourrait contribuer à un « embouteillage de la sécurité » au Mali et ailleurs. Le Tchad et le Niger sont deux des pays qui participent à la MNJTF pour éliminer Boko Haram. Bien que le mandat de la MNJTF soit précisément défini, sa proximité des activités de la Force du G5 Sahel « suggère la nécessité d'une coordination opérationnelle » avec la MNJTF, en particulier au Tchad et au Niger, selon l'institut pour les opérations de maintien de la paix et de stabilité.



Des gardiens de la paix du Burkina Faso patrouillent au Mali dans un véhicule blindé dans le cadre de la MINUSMA en février 2018. Le Burkina Faso a des forces affectées à la MINUSMA et à la Force conjointe du G5 Sahel. NATIONS UNIES



Des gens entrent dans le nouveau quartier général militaire de la Force conjointe du G5 Sahel à Sévaré, au Mali, en octobre 2017. REUTERS

« Étant donné que quelques-uns des mêmes partenaires de sécurité participent à chacune de ces missions, les efforts de clarification de leurs rôles respectifs et de conciliation de leur mandat sont au cœur des activités générales de lutte contre le terrorisme et de stabilisation », selon l'article de l'ACSS.

La Force du G5 Sahel œuvre déjà avec l'opération Barkhane de la France, et il sera important de définir les domaines de coopération tout en respectant les mandats différents des missions, déclare le colonel-major Léon Traoré, chef d'état-major de l'armée pour le Burkina Faso. La nouvelle force peut aussi parfaire les efforts des pays participants sans remplacer ces efforts.

« L'idée, c'est la mutualisation des forces et des efforts. La mutualisation de nos capacités par le partage de renseignements et la mise en commun de notre manière de faire pour pouvoir venir au but, déclare le colonel Traoré à ADF. Je pense que la philosophie qui soutient le G5, c'est ça. C'est : l'union fait la force. La mutualisation des efforts pour voir ce que nous pouvons faire ensemble pour combattre l'ennemi qui est devenu commun. »

Andrew Lebovich, professeur invité auprès du Conseil européen des relations internationales, écrit en mars 2018 que les efforts de sécurité et les progrès de la Force du G5 Sahel doivent aussi être équilibrés avec les efforts d'amélioration de la gouvernance et de la justice tout en

protégeant la population locale qui peut être menacée ou déplacée par les combats. Les opérations du G5 telles que l'opération Pagnali ont forcé les réfugiés dans des zones du Mali qui souffrent déjà du crime, des différences communautaires et de l'insécurité alimentaire.

La répression du recrutement des militants présente un défi au Mali et confirme l'opinion de M. Lebovich sur l'amélioration de la gouvernance. L'attrait des groupes de militants est évident, déclare Boubacar Hassane, observateur militaire de l'ONU à Sévaré, au service d'actualités Bloomberg.

« La pauvreté en est la cause, déclare M. Hassane. Un homme sans emploi ne peut pas se marier. Imaginez ça, il n'y a rien pour lui, mais les djihadistes lui offrent de l'argent. Ils le paient bien, parfois même 200 dollars par jour. Aucun autre emploi n'aura jamais un tel salaire. »

L'article de l'ACSS déclare que le développement économique fait partie du concept des opérations de cet effort. Plus que toute autre chose, cela aidera à réduire l'attrait

du recrutement et de la propagande djihadistes, en particulier en présence de forces de sécurité qui suivent les normes les plus élevées de professionnalisme et de respect des droits humains.

Yaya Sere du Burkina Faso, commandant adjoint de la Force du G5 Sahel, en convient. Il déclare à Bloomberg que les forces militaires ne peuvent pas faire leur travail toutes seules. « Le développement est crucial », déclare-t-il. □

« L'idée, c'est la mutualisation des forces et des efforts. La mutualisation de nos capacités par le partage de renseignements et la mise en commun de notre manière de faire pour pouvoir venir au but. »

— **Colonel-major Léon Traoré,**
chef d'état-major de l'armée de terre
pour le Burkina Faso



REUTERS



DES MISSIONS COMPLEXES,
des
solutions
nouvelles

PERSONNEL D'ADF

LES INTERVENTIONS MULTILATÉRALES OFFRENT
DES PROMESSES ET DES DÉFIS GIGANTESQUES

Début 2017, la Gambie se précipitait vers une crise. Yahya Jammeh, le président de longue date, avait perdu les élections présidentielles mais refusait d'accepter les résultats et de quitter son poste. Son adversaire Adama Barrow, craignant pour sa vie, s'enfuit du pays, ce qui incita ses partisans à manifester dans la rue. Mais alors qu'un affrontement violent semblait imminent, une chose rare s'est produite : cinq pays de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont unis et ont envoyé une force de 7.000 personnes à la frontière du pays.

M. Jammeh reçut un ultimatum : Va-t'en ou fait face aux conséquences. « La Gambie est encerclée sur la terre, en mer et dans les airs », déclare alors Marcel de Souza de la CEDEAO. « Si d'ici midi [M. Jammeh] n'accepte pas de quitter la Gambie, les soldats interviendront pour le déposer par la force. »

Cette démonstration de solidarité, accompagnée d'une pression diplomatique, persuade M. Jammeh de prendre l'avion pour l'exil en Guinée équatoriale. C'est un témoignage inhabituel de multilatéralisme musclé qui a évité une crise. Un rapport publié par l'Institut international de la paix pose la question : s'agit-il d'« Un nouveau modèle africain de coercition ? »

Dans tout le continent, les interventions militaires multilatérales et proactives sont préconisées. Au Lesotho, après l'assassinat d'un commandant des forces armées, sept pays de la Commission de développement d'Afrique australe ont déployé une force en attente pour assurer la stabilité. Dans le bassin du lac Tchad, cinq pays se sont réunis pour créer la Force multinationale mixte (MNJTF) sous l'égide de la Commission du bassin du lac Tchad pour vaincre Boko Haram. Et au Sahel, cinq pays ont créé la Force conjointe du G5 Sahel pour éradiquer les groupes terroristes qui y sont actifs.

Ces efforts représentent un souhait de ne pas répéter les échecs du passé, lorsque les crises perduraient et s'envenimaient, et les pays pouvaient implorer avant qu'une mission internationale ne soit approuvée.

« Je crois que cela est clair : le fait d'être proactif est un changement », déclare le général Prince Johnson III, Commandant des Forces armées du Liberia. « Nous n'en sommes pas encore là ; nous travaillons toujours sur les questions de capacité de déploiement aérien et de logistique, mais je peux voir un changement. Une nouvelle génération africaine assumant la responsabilité sur son continent. »

Comment les professionnels africains de la sécurité peuvent-ils assurer le succès de leur mission ? Les missions récentes offrent des leçons sur les facteurs qui peuvent faire la différence entre le succès ou le désastre pour une intervention multilatérale.

LE DÉFI DU COMMANDEMENT ET DU CONTRÔLE

Le commandement et contrôle (C2) n'est jamais chose facile. Il est défini comme la gestion militaire du personnel et des ressources, et a été appelé à la fois un art et

une science. Le C2 est particulièrement complexe dans le domaine multilatéral. Une mission peut par exemple inclure des pays contributeurs de soldats (TCC), des organismes régionaux, des partenaires bilatéraux et des organisations non gouvernementales. Ils veulent tous être entendus.

Le major-général Sam Kavuma de la Force de défense du peuple ougandais a été pendant un an le commandant du Secteur 1 de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Le général Kavuma déclare que le commandement militaire a quatre étapes essentielles : planifier, donner les ordres, faciliter et exiger des résultats.

Le C2 n'est pas si simple dans un environnement multilatéral. Il déclare qu'il existe un « écart » ou une divergence entre le commandant de la force et les commandants des contingents. « Dans certaines de ces missions, l'écart est le suivant : vous découvrez qu'un commandant donne des ordres mais il ne les facilite pas parce qu'il ne dispose pas de moyens pour faciliter, déclare le général Kavuma. Nous découvrons que les contingents comptent entièrement sur leur propre pays pour obtenir un soutien. »

Le général Kavuma cite l'exemple d'un commandant de force originaire d'un pays, qui décrivait un plan de campagne. Le commandant du contingent provenant d'un autre pays répondit : « Bon, maintenant donnez-moi l'équipement dont j'ai besoin pour exécuter le plan. » Si le commandant de la force ne peut pas le faire, à quoi serviront ses ordres ? « Cela cause une certaine friction », déclare le général Kavuma.

Une partie de la difficulté provient du fait que certaines missions dirigées par les pays africains comptent sur la fourniture d'un soutien logistique, tel que la nourriture et le carburant, par les Nations unies ou d'autres partenaires. Le commandant de la force ne contrôle pas complètement ces partenaires, et cela érode son autorité. « Il est imprudent de séparer le contrôle des fonctions logistiques et le commandant opérationnel », déclare le général Kavuma.

Le C2 affronte un autre défi dans un environnement multilatéral : même lorsque les pays sont sujets à un commandement unifié, ils doivent souvent appeler leur pays d'origine pour obtenir leur approbation avant de participer à certains aspects d'une mission. Parfois, les pays engagent des troupes terrestres pour une mission mais conservent leurs forces aériennes ou navales sous un contrôle national.

En tant que commandant de la MNJTF, le major-général Lucky Irabor du Nigeria a travaillé dur pour surmonter les défis du C2. Il déclare que chaque plan opérationnel qu'il conçoit est ratifié par les chefs d'état-major de la défense des pays qui contribuent des soldats. Bien qu'ils fournissent des opinions, il n'a jamais vu de pays qui refusait de participer.

La MNJTF est renforcée par le fait que les pays participants font tous face aux mêmes menaces terroristes sur leur sol et qu'ils sont déterminés à les combattre. « Les pays de la Commission du bassin du lac Tchad se font confiance, déclare-t-il. Il existe une réalisation politique



Des soldats sénégalais patrouillent en Gambie pour assurer la stabilité après le départ de l'ex-président Yahya Jammeh.

commune de ce que sont les enjeux et ce que nous pouvons obtenir en agissant ensemble. »

Le général Irabor loue aussi le fait que tous les pays aient accepté des règles d'engagement robustes, un concept général des opérations et une procédure opératoire standard qui régissent les actions de la MNJTF. Il déclare que les défis principaux du C2 pour les pays de la MNJTF ont été l'interopérabilité et la barrière de la langue.

Le général Irabor espère que la MNJTF pourra servir de modèle pour surmonter les problèmes du C2 concernant le multilatéralisme. « Notre monde reste un monde d'interdépendance et je crois que, dans un avenir prévisible, il va le rester, déclare-t-il. Nous devons faire tout notre possible pour améliorer la capacité des forces africaines pour affronter les défis. Ce n'est pas un choix, c'est impératif. »



AFP/GETTY IMAGES

LE TALON D'ACHILLE DE LA LOGISTIQUE

Le déploiement aérien stratégique est un obstacle qui empêche certaines missions multilatérales de décoller. Par exemple, l'effort de 2012 dirigé par les pays de l'Afrique occidentale pour intervenir dans la crise du Mali a été retardé en partie par un manque de capacité de transport aérien. Les pays désireux d'envoyer des soldats au Mali n'ont pas pu les transporter vers le front.

Souvent, les opérations de soutien de la paix dirigées par les pays africains ont compté sur des partenaires

étrangers ou des entrepreneurs pour transporter les soldats et l'équipement.

« Le transport aérien stratégique et la logistique sont le talon d'Achille », déclare le Dr Monde Muyangwa, directeur, Africa Program, Wilson Center. « Il faut faire plus en Afrique pour résoudre cela, pour surmonter cela... vous ne pouvez pas avoir de commandement et de contrôle si vous ne maîtrisez pas le côté logistique. »

L'Union africaine a un plan pour améliorer la situation. Comme le décrit son plan d'action de Maputo, l'UA établit un Centre de coordination des déplacements continentaux qui assurerait le partage de la capacité de transport aérien parmi les états membres et le remboursement aux états fournissant ce service. L'UA a conduit des évaluations du transport aérien stratégique dans diverses communautés économiques régionales et a identifié des lacunes qui devront être comblées d'ici à 2020.

L'UA s'efforce aussi d'améliorer sa capacité logistique. Elle a ouvert une base logistique continentale à Douala au Cameroun et prévoit de l'équiper de matériel donné d'une valeur de 100 millions de dollars. Une grande partie de cet équipement sera placée dans des bases logistiques régionales dans l'ensemble du continent pour fournir des « kits de démarrage » qui peuvent être déployés rapidement en cas d'urgence. L'UA projette d'organiser un exercice de logistique en 2018.

En résumant ces efforts, le général de brigade Robert Kavage (à la retraite), officier principal de surveillance et d'évaluation de l'UA, reconnaît que les interventions précédentes de l'UA avaient été sujettes à des insuffisances concernant la logistique

et le transport aérien stratégique. Les interventions doivent être à l'avenir proactives et il doit exister un désir d'établir des partenariats avec tous les pays et les organismes qui ont la capacité de porter assistance. La complexité des crises auxquelles le continent fait face exige cette ouverture, déclare-t-il.

« La réponse aux situations violentes du continent reste sérieusement entravée par une capacité de transport stratégique limitée au niveau de l'air, de la mer et de la terre, déclare-t-il. L'Union africaine peut offrir seulement un avantage comparatif et son pouvoir est limité. D'autres partenaires doivent s'y joindre. »

NOUVELLES ALLIANCES, MOTIVATIONS DIFFÉRENTES

Les crises peuvent unir les pays, et parfois guérir les vieilles blessures. De nouvelles coalitions, qui s'étaient récemment formées par nécessité,

**« Nous devons faire tout
notre possible pour
améliorer la capacité
des forces africaines
pour affronter les défis.
Ce n'est pas un choix,
c'est impératif. »**

– Major-général Lucky Irabor, commandant de la MNJTF



Des soldats sénégalais participant à l'intervention de la CEDEAO en Gambie arrivent à Banjul pour assurer le retour du président élu Adama Barrow. AFP/GETTY IMAGES



ont répondu plus rapidement et plus efficacement que l'ancien modèle de maintien de la paix des missions de l'ONU ou les forces d'attente préétablies.

Le chercheur sud-africain Cedric de Coning a passé une grande partie de sa carrière à rechercher un modèle africain pour les opérations de paix. Il a décrit une nouvelle formule d'intervention qu'il appelle le modèle « juste à temps ». Son principe est le fait que chaque crise est différente et exige une coalition unique de pays pour l'affronter. Cette coalition devrait dépendre des pays qui ont un intérêt national pour intervenir et des pays qui ont les moyens de le faire.

Par exemple, si une crise se produit dans un pays d'Afrique orientale, une coalition peut se former pour inclure les pays limitrophes qui craignent l'instabilité de la région, les pays ayant des intérêts économiques dans le pays en question, et les pays qui ont des soldats bien entraînés et des aéronefs disponibles, qu'ils soient situés ou non dans la région.

En Gambie, la coalition était conduite par le Sénégal, pays voisin qui craignait que l'instabilité ne se propage dans la région. Dans le bassin du lac Tchad, les quatre TCC principaux ont tous été affectés par les attaques de Boko Haram, et ils sont donc déterminés à éliminer cette menace.

« À la base, nous parlons d'une coalition des pays volontaires qui ont vraiment un intérêt à résoudre ce conflit, parce que seuls ces pays seront désireux d'envoyer leurs soldats à la mort, en payant le prix fort pour eux-mêmes en terme de personnel et d'argent, déclare M. de Coning. C'est pourquoi je pense que le modèle standard ne fonctionnera jamais. Il est très improbable que ce type de brigade en attente préétablie satisfasse jamais aux exigences spécifiques d'un cas présent. »

Le modèle de maintien de la paix de l'ONU est historiquement basé sur les principes du consentement, de l'impartialité et d'une utilisation minimale de la force,

note M. de Coning. Les opérations de paix conduites par les pays africains, y compris celles qui s'inscrivent dans le cadre de l'Union africaine, n'ont pas ces limitations. Ainsi, les organisations africaines régionales et l'UA ont été les premières à effectuer des déploiements au Darfour, en Somalie et dans la République centrafricaine, avant que l'ONU ne soit prête à le faire.

Mais une coalition des volontaires s'accompagne d'autres corollaires. Une analyse de l'AMISOM par Paul Williams de l'université George Washington a déterminé que les six TCC avaient accepté d'envoyer des soldats pour des raisons distinctes, y compris une menace sécuritaire imminente aux frontières, le remboursement par les partenaires internationaux et un souhait de promouvoir leur réputation sur la scène mondiale.

Les pays africains cherchent encore à obtenir un bon équilibre en organisant ces coalitions, mais si la Gambie fournit une leçon quelconque, c'est que le déploiement rapide sauve des vies. Le général de brigade Mamat O. Cham, commandant de l'Armée nationale de Gambie, donne crédit à cette réponse rapide de la CEDEAO pour avoir évité une crise. « Vous n'attendez pas qu'un problème survienne, déclare-t-il. S'il existe un mécanisme au sein de l'UA par lequel les chefs politiques déterminent l'existence d'un problème dans un pays membre, ils deviennent conscients de la situation et prennent les décisions appropriées pour une intervention proactive. »

Ce processus, déclare le général Cham, est toujours sujet à perfectionnement et la souveraineté nationale doit être respectée, mais l'Afrique ne peut pas retourner aux anciennes habitudes de non-intervention. « J'espère que nous adopterons la [politique] selon laquelle nous examinerons collectivement la sécurité de chacun, déclare le général Cham. Et si nous déterminons que le problème est hors de portée du pays, une mesure proactive sera alors prise pour empêcher toute catastrophe avant qu'elle ne se produise. » □



UNE VAGUE D'ESPOIR

DANS LA CRISE DE LA RDC



Des enfants jouent dans un orphelinat de fortune pour ceux qui sont abandonnés ou séparés de leur famille, à Beni en République démocratique du Congo. AFP/GETTY IMAGES

PERSONNEL D'ADF

DANS

la République démocratique du Congo (RDC) tourmentée, la violence et le déplacement sont devenus courants, surtout dans l'Est. Les milices locales et les combattants des pays voisins exploitent le chaos depuis des années.

Parmi ces groupes dangereux, on compte les Forces démocratiques alliées, groupe basé dans l'Ouganda qui est actif en RDC depuis les années 1990. Selon un reportage de Reuters, dans une série de massacres ayant commencé en 2014, la plupart commis avec des haches et des machettes, le groupe a tué près de 1.000 personnes. En décembre 2017, les Forces démocratiques alliées tuèrent 15 gardiens de la paix tanzaniens.

Il est anticipé que l'opération militaire conjointe entre la RDC et l'Ouganda qui en résultera va exacerber une crise qui affecte les personnes déplacées de façon déjà désastreuse. Environ 4,3 millions de personnes sont des déplacés internes en RDC, ce qui a incité les Nations unies à comparer cette urgence humanitaire à celles de l'Iraq, de la Syrie et du Yémen.

Il est probable que l'offensive contre les Forces démocratiques alliées forcera près de 200.000 personnes à quitter leur foyer dans le territoire de Beni, tout en causant le déplacement de 173.000 autres dans le territoire voisin de Lubero, tous les deux situés dans la province du Nord-Kivu.

Les enfants sont peut-être ceux qui courent le plus de dangers. Le service d'actualités de l'ONU a signalé en janvier 2018 que plus de 800.000 enfants avaient été forcés de fuir de leur foyer à cause de la violence, seulement dans les provinces orientales du Tanganyika et du Sud-Kivu, soit 62 % du nombre total de personnes déplacées dans ces régions.

« Les enfants de l'Est de la RDC continuent à souffrir de conséquences dévastatrices alors que des vagues de violence déstabilisent la région », déclare Tajudeen Oyewale de l'Unicef en RDC. « Des centaines de milliers d'enfants de la région n'ont plus accès aux soins de santé ou à l'éducation, alors qu'un grand nombre ont été victimes d'atrocités aux mains des combattants. »

Dans le cadre de son programme de réponse d'urgence au Tanganyika et au Sud-Kivu, l'Unicef vaccine les enfants contre la rougeole ; traite le choléra et assure sa prévention ; combat la malnutrition ; et protège, traite et soutient les enfants affectés par la violence.

D'autres exemples d'espoir sont constatés en RDC. Le service d'actualités de l'ONU signale que de nombreuses familles accueillent les personnes déplacées dans leur foyer. Des orphelinats sont apparus à Beni et ailleurs pour prendre soin des enfants qui ont perdu leurs parents ou qui en ont été séparés.

Mark Lowcock, coordinateur du secours d'urgence de l'ONU, a résumé la réponse de nombreux citoyens de la RDC en mars 2018 : « Ils ont très peu mais ils accueillent chez eux leurs frères et leurs sœurs de l'intérieur et de l'extérieur du pays lorsque ces gens sont déplacés par la violence. »



UNE CONFÉRENCE CONTINENTALE

À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE AU SOMMET DES FORCES
TERRESTRES AFRICAINES, LES COMMANDANTS PARTAGENT
DES HISTOIRES ET FORMENT DES PARTENARIATS

Le deuxième jour de la conférence au sommet des forces terrestres africaines (ALFS) à Abuja au Nigeria, le Dr Monde Muyangwa, animatrice, demanda un peu d'indulgence de la part des commandants des armées de terre qui étaient présents. Elle souhaitait raconter l'histoire d'une fillette de 11 ans en Zambie. Celle-ci s'était mise au bord de la route et regardait passer les camions remplis des corps des victimes de guerre. La fillette vit sa tante serrer dans ses bras les restes de ses enfants après le bombardement de la maison de famille.

Cette enfant, déclare-t-elle, a passé une grande partie du reste de sa vie à avoir peur des forces armées. Cette fillette, dit-elle, c'était elle.

« Pendant 20 ans, je suis restée là, incapable de m'en remettre et de faire quoi que ce soit avec les militaires, déclare-t-elle à la foule. Je ne voulais rien avoir à faire avec les soldats. »

Une garde d'honneur se tient à l'extérieur de la conférence au sommet des forces terrestres africaines à Abuja au Nigeria.



Son histoire avait une signification particulière pour les commandants réunis, qui provenaient de 40 pays africains. Elle leur rappelait que le devoir suprême des forces armées est de protéger les civils. Elle leur rappelait aussi que les forces armées du monde ont besoin de faire mieux dans ce domaine.

« Lorsque le mal est fait, établir cette confiance au sein du peuple nécessite beaucoup de travail de votre part, déclare le Dr Muyangwa. Nous reconnaissons le rôle important que vous jouez, nous reconnaissons que vous utilisez les outils de la violence au nom de l'état pour protéger les civils. Pour moi, la question de la protection des civils est au cœur de votre mission. »

Ce genre de conversation franche et ouverte a ponctué le sommet de quatre jours, la plus grande

réunion annuelle des leaders militaires de haut rang sur le continent africain. Coparrainée par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et les forces armées nigérianes, le thème de la conférence au sommet était « L'union fait la force », et elle offrait une rare opportunité pour les chefs militaires de parler librement de leurs succès, leurs défis et leurs carences. C'était un lieu pour forger de nouvelles alliances et renforcer les anciennes.

Le lieutenant-général Tukur Yusuf Buratai du Nigeria, chef d'état-major de l'Armée de terre et co-animateur de l'événement, déclara à ses collègues que la collaboration dans cette salle aurait « des répercussions dans le monde entier ». « Je veux souligner que notre action et notre inaction collective auront un impact », déclara le général Buratai. Les présentateurs furent encouragés par la mission. Le lieutenant-général Robert Kibochi, commandant de l'Armée de terre kényane, souligna les façons selon lesquelles la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) cherchait à gagner la confiance des civils en assurant la sécurité de l'assistance humanitaire, en offrant des couloirs sécurisés pour les personnes fuyant le conflit et en tendant la main aux leaders de clan traditionnels. L'AMISOM enseigne aussi aux soldats des pratiques culturelles et une formation sur les sujets tels que le code de conduite. « Le succès d'ensemble de toute mission de cette nature doit être centré sur la population, et éloigner la population des insurgés est cruciallement important », a déclaré le général Kibochi.

Le général Buratai fournit une mise à jour des efforts du Nigeria pour vaincre l'insurrection de Boko Haram dans le Nord-Est. Il admit que les forces armées avaient été au début affectées par des accusations de tactiques autoritaires et de violence contre les civils. Il décrivit les efforts du Nigeria pour rectifier cela grâce à des opérations civilo-militaires, à la création d'un bureau des droits humains et à l'établissement de la ligne d'assistance 193 que les civils peuvent appeler s'ils ont des plaintes ou des préoccupations.

Aujourd'hui, a-t-il déclaré, toutes les allégations de violation des droits humains font l'objet d'une enquête et, si elles s'avèrent vraies, les coupables sont sujets à une cour martiale.

« Les civils nous acceptent mieux ; ils apprécient très vivement les efforts des forces armées dans le Nord-Est, a déclaré le général Buratai. Nos efforts assurent que les droits humains sont respectés et intégrés dans nos diverses règles d'engagement. »

L'événement a inclus une démonstration militaire dans laquelle les membres des forces spéciales du Nigeria ont montré leurs compétences développées dans la lutte contre Boko Haram. Dans une attaque simulée, une équipe de choc mobile, y compris des commandos qui descendaient en rappel des hélicoptères et conduisaient des motos, a sauvé des otages à l'intérieur d'un complexe.

Le général Buratai a déclaré que l'armée nigériane avait développé de nouvelles tactiques pour lutter contre les méthodes asymétriques de Boko Haram. Les équipes de choc mobiles, introduites en 2017, peuvent être rapidement déployées pour renforcer un lieu ou poursuivre des terroristes en fuite. « En bref, le concept de la brigade mobile, qui a été employé avec les autres doctrines, tactiques, techniques et procédures de l'armée nigériane, a contribué en grande partie au succès obtenu par nos opérations de contre-insurrection dans le Nord-Est », a-t-il déclaré.

Plus que tout, l'objet de l'ALFS était l'échange des idées. Le sommet organisa des ateliers animés dans lesquels les commandants parlèrent des questions d'intérêt commun et échangèrent leurs meilleures



Le lieutenant-général Tukur Yusuf Buratai, chef d'état-major de l'Armée de terre du Nigeria

pratiques. « Cela a commencé rapidement et a semblé s'accélérer pendant la semaine », déclare le général de brigade Eugene J. LeBoeuf, commandant de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, au sujet des discussions robustes.

En fin de compte, de nombreux participants ont exprimé un sentiment d'unité et d'optimisme. « L'Afrique est un continent qui affronte de nombreux défis, mais l'Afrique n'est pas un pauvre continent », déclare le major-général Sam Kavuma de l'Ouganda. « Nous avons les ressources nécessaires pour répondre à ces défis ; ce qui manque, c'est un effort collectif pour découvrir des solutions. »

LA GAMBIE : UNE ÈRE NOUVELLE

Pour le général de brigade Mamat O. Cham, commandant de l'Armée nationale de Gambie, c'était la première opportunité de participer à l'ALFS depuis sa nomination en janvier 2017. Cette année-là, à la suite d'une élection contestée, le pays enregistra sa première transition démocratique de pouvoir en plus de 22 ans.

Pendant la crise post-électorale, l'armée a été sujette à une certaine pression pour intervenir, déclare le général Cham, mais elle est restée résolument hors du processus politique. Les murmures de coup d'état ne devinrent jamais sérieux. La transition se déroula sans effusion de sang. « Les chefs de l'époque se sont réunis et ont réalisé qu'il n'y avait pas de raison de se battre pour perpétuer une dictature », déclare le général Cham.

Maintenant, l'Armée nationale de Gambie subit une réforme du secteur de la sécurité, en essayant de réduire ses effectifs et d'inculquer le professionnalisme dans la formation. Le général Cham a saisi l'opportunité à l'ALFS de parler à ses collègues provenant de pays comme le Liberia et la Sierra Leone qui avaient éprouvé des périodes similaires de reconstruction. « Nous pouvons apprendre grâce à leur expérience comment passer d'une crise à une situation démocratique avec les réformes appropriées et les structures mises en place pour une force militaire professionnelle », déclare-t-il.

Le général Cham a aussi été encouragé par ses conversations avec les autres commandants, en apprenant que le professionnalisme était là pour durer sur le continent. « L'ère du régime militaire en Afrique est terminée, déclare-t-il, et tous ceux qui rejoignent les forces armées doivent venir avec l'intention de servir le peuple au lieu de le contraindre. »

Et surtout, il a tiré des leçons des exemples fournis par les meilleures forces armées, dans lesquelles les soldats, depuis les cadets jusqu'aux généraux, sont formés pour penser que faire partie des forces armées est quelque chose de bien plus grand que soi. Le général Cham essaie d'inspirer la même philosophie en



Des membres des forces spéciales nigérianes descendent en rappel d'un hélicoptère AgustaWestland 109 pendant une démonstration à la caserne Général Ao Azazi près d'Abuja.



Le général de brigade Mamat O. Cham, commandant de l'Armée nationale de Gambie



Gambie. « Depuis un an environ que nous servons, nous essayons de faire passer le message, déclare-t-il. La gouvernance des forces armées est importante. Vous accédez à cette profession pour servir et non pas pour usurper le pouvoir. »

LE LIBERIA : LES FACTIONS BELLIGÉRANTES DEVIENNENT DES GARDIENS DE LA PAIX

Pour le major-général Prince Johnson III du Liberia, le fait même que son pays soit représenté au sommet était une cause de célébration. Après plus d'une décennie de guerre civile, les Forces armées du Liberia (AFL) ont été reconstruites et s'efforcent désormais de changer leur image aux yeux du public.

« Examinez le Liberia, la situation antérieure, après 15 ans de guerre civile, une armée qui était considérée comme une faction belligérante, une armée qui a été dissoute à cause du rôle qu'elle avait joué dans la guerre civile », déclare le général Johnson, chef d'état-major de l'AFL. « Puis, nous avons créé une nouvelle force armée, dont je fais partie. ... Nous avons fait en sorte que le peuple adopte cette perception. »

Une partie de la nouvelle perception est récente. Après avoir reçu des Nations unies les responsabilités de sécurité dans le pays, l'AFL a assuré la sécurité pendant une élection libre et impartiale en 2017. Récemment, le pays a aussi envoyé des gardiens de la paix au Mali, quelque chose qui aurait été impensable pendant la guerre civile du Liberia.

« Passer d'une faction belligérante au maintien de la paix. Cela donne un sentiment de fierté », déclare le général Johnson.

À l'ALFS, le général Johnson déclare qu'il était surtout intéressé à parler avec d'autres commandants au sujet du concept de la sécurité humaine et à examiner le rôle que l'armée devrait jouer pour fournir les nécessités de base telles que l'eau et les soins de santé à la population, en particulier les gens qui vivent dans les zones rurales. Pendant l'épidémie d'Ebola dans le pays, le bataillon du génie de l'AFL avait travaillé avec les partenaires étrangers pour construire 17 centres de traitement médical.

« Les gens de notre pays nous considèrent maintenant comme une force du bien, une force qui fournit ces nécessités de base », déclare le général Johnson.



Le major-général Prince Johnson III, chef d'état-major de l'Armée de terre du Liberia



Des francs-tireurs des forces spéciales nigérianes participent à une démonstration militaire à la caserne Général Ao Azazi près d'Abuja.

Les membres d'une équipe de choc mobile du Nigeria sont introduits après une démonstration pendant le sommet des forces terrestres africaines près d'Abuja.

LE BURKINA FASO : RENFORCEMENT D'UNE ALLIANCE NAISSANTE

Dans le Sahel, l'établissement des alliances est une priorité urgente. La région est menacée par plusieurs groupes extrémistes, y compris Ansarul Islam et les combattants radicalisés de l'EIIL qui reviennent du Moyen-Orient.

Le colonel-major Léon Traoré, chef d'état-major de l'Armée de terre du Burkina Faso, a joué un rôle dans la planification de la nouvelle alliance de la Force conjointe du G5 Sahel, qui inclut cinq pays sahéliens. Bien que la force du G5 ne soit pas entièrement opérationnelle, le Burkina Faso a maintenant des troupes déployées le long de ses frontières avec le Mali et le Niger, et travaille étroitement avec ces deux pays.

« Elle ne doit pas supplanter les efforts nationaux, elle vient compléter nos efforts nationaux », déclare le colonel Traoré au sujet de la force du G5. « Dans ce sens, oui, je pense que ça va permettre à tous les pays du G5 Sahel de renforcer plus leur coopération – de voir ce qu'on peut faire seul bien et ce que nous pouvons faire ensemble de mieux pour améliorer nos capacités de réponse. »

Bien qu'il ait participé à des réunions officielles des chefs régionaux de la défense, l'ALFS a offert un environnement plus détendu permettant au colonel Traoré d'établir des relations avec ses pays voisins. « J'ai rencontré le chef de l'état-major du Bénin, du Mali, du Niger. Nous sommes frontaliers mais il n'y a pas souvent d'occasion de se rencontrer, déclare le colonel Traoré. Ce genre de forum-là est une opportunité de se revoir et de parler un peu plus directement de ce qui nous concerne et, d'une manière un peu plus large aussi, d'écouter, de tirer des leçons des expériences des autres pays. »

Le colonel Traoré déclare qu'il a apprécié l'opportunité d'écouter les officiers militaires des autres pays et d'apprendre comment ils luttent contre l'extrémisme. « Nous avons bien apprécié l'expérience du Nigeria dans la lutte contre Boko Haram parce que nous avons un groupe chez nous qui s'apparente un peu à Boko Haram, déclare-t-il. Nous avons vu l'expérience dans la Corne de l'Afrique avec la lutte contre al-Shebab. Je pense que la réunion va vraiment nous apporter quelque chose. » □



Le colonel-major Léon Traoré, chef d'état-major de l'Armée de terre du Burkina Faso

SAISISSEZ l'opportunité



Le major-général Abdiweli Jama Gorod a été nommé chef des Forces de défense (CDF) de la Somalie en 2017. Il s'est entretenu avec ADF lors de la Conférence au sommet des forces terrestres africaines en 2018 à Abuja au Nigeria pour parler de sa carrière, de ses efforts pour reconstruire l'Armée nationale somalienne (SNA) et du fait que, selon lui, le moment est finalement venu pour vaincre l'extrémisme dans le pays. L'entretien a été traduit du somalien et il a été modifié pour l'adapter à ce format.

ADF : Pouvez-vous nous parler un peu de votre carrière ?
MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : J'ai rejoint les forces armées en 1975, dans l'Armée de l'air nationale somalienne. J'ai reçu une formation de pilote d'avion transporteur. Depuis, j'ai travaillé dans diverses sections de l'Armée nationale somalienne et différentes agences du gouvernement. J'ai travaillé dans les secteurs politique et militaire. Je ne briguais pas et ne souhaitais pas assumer une position plus haute, mais mon expérience et mon expertise m'ont permis de revenir et d'aider le pays. J'ai l'opportunité de servir l'état en tant que chef de la défense. C'est aussi la première fois dans l'histoire de la Somalie qu'un ancien officier de l'Armée de l'air est devenu CDF.

ADF : L'Armée nationale somalienne est en cours de reconstruction à partir de zéro. Pouvez-vous décrire ce processus et indiquer quelle est la situation aujourd'hui ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : La SNA est sujette à un processus de reconstruction par étapes. Elle n'est pas complètement construite. Actuellement, nous éprouvons quelques difficultés. Notre plus grand défi est probablement d'avoir des bases militaires et des casernes où les officiers sont postés. Nous n'avons pas ça et nous n'en avons pas les ressources. Nous ne sommes pas équipés. Nous cherchons des partenaires et des donateurs pour aider à investir dans la SNA. Nous sommes désireux d'aider la SNA à se développer grâce à des partenariats avec différents pays. Nous voulons utiliser cette aide pour avoir notre propre force armée permanente, constituée de Somaliens.

ADF : La Somalie a reçu une formation de plusieurs sources. Qu'est-ce qui a été le plus utile et comment cette formation a-t-elle été transférée au champ de bataille en termes de disponibilité ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : Tous les partenaires étrangers qui nous ont formé, y compris la Turquie, les Émirats arabes unis, la mission de formation de l'Union européenne, les États-Unis et le Royaume-Uni, tout cela aide l'Armée somalienne. Mais en ce qui concerne le combat et la guerre, le seul personnel qui fait vraiment la guerre est celui des forces spéciales, et ils ont été formés par les USA. Ils obtiennent en fait de bons résultats. Ils sont appelés Danab en somalien, ce qui veut dire « éclair ».



Le major-général
Abdiweli Jama
Gorod, chef des
Forces de défense
somalienne.

AMISOM

ADF : Est-il possible de prédire quand la SNA sera prête à assumer la responsabilité complète de la sécurité dans le pays ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : Quoi qu'il nous en coûte, nous prévoyons d'assumer la responsabilité. Quelles que soient nos capacités, nous ferons tout pour être prêts.

ADF : Comment décririez-vous la puissance actuelle d'al-Shebab ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : Je n'ai pas les chiffres exacts mais nous estimons que leur nombre est faible. Ils sont

Le major-général Abdiweli Jama Gorod inspecte une garde d'honneur au quartier général de la Mission de l'Union africaine en Somalie à Mogadiscio. AMISOM



mobiles ; ils se déplacent. Notre service de renseignement militaire n'a pas la capacité nécessaire pour tracer exactement où ils sont. Nous recherchons des partenaires pour nous aider à obtenir une capacité de renseignement militaire. Cela est un point faible de l'armée.

ADF : Des succès ont-ils été obtenus pour mettre fin à leurs sources de financement ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : Ils perçoivent toujours des taxes aux barrages routiers. Ils volent les gens dans les zones rurales ; ils les menacent et leur chargent de lourds impôts. Mais la vente du charbon, qui était une source majeure de financement, a été arrêtée. Cela les a affectés sur le plan financier.

ADF : Al-Shebab a la réputation de pouvoir recruter les gens en Somalie et dans la région d'Afrique de l'Est, ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe. Que peut-on faire pour contrer leur rhétorique et discréditer leur propagande ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : La première question à poser, c'est « Qui est al-Shebab ? » Quelles sont ses composantes ? D'où sont-ils venus ? Quels types d'individus sont-ils ? » Selon moi, il y a trois types principaux de membres d'al-Shebab. Le premier est l'élément étranger ; le second s'est joint parce qu'il est avide de pouvoir ; le troisième à cause des incitations, c'est-à-dire l'argent. Nous avons des contre-arguments pour communiquer avec les jeunes. Nous essayons de tendre le bras aux jeunes, en leur disant de soutenir le gouvernement au



lieu de suivre cette voie. Mais il y a un manque d'emplois, et c'est un facteur important qui pousse les jeunes à suivre cette voie. Nous avons donc des stratégies différentes contre al-Shebab. À ceux qui sont avides de pouvoir, le président a offert une amnistie, pour qu'ils déposent leurs armes et rejoignent le gouvernement sans punition. Les éléments étrangers ne peuvent pas être réformés. Ils doivent être tués ou capturés.

ADF : Comment la SNA travaille-t-elle avec la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : Nous travaillons avec l'AMISOM. Les écarts se réduisent ; nous exécutons maintenant des opérations conjointes, y compris à Buulo Mareer au Sud de la Somalie, où nous avons éliminé 70 militants d'al-Shebab. C'était un succès majeur pour le travail d'équipe de la SNA et l'AMISOM. Mais cela est difficile. Il y a eu pendant quelque temps un manque de coordination du commandement et du contrôle. Lorsque les soldats d'un pays contributeur conduisent des opérations, ils ne passent pas directement par le commandant de secteur de l'AMISOM. Ils envoient la directive de lancement des opérations à leur pays d'origine. Donc au lieu d'une prise de décision faite par un représentant de l'AMISOM en Somalie, c'est fait de cette façon. Les opérations en sont retardées et cela n'est pas efficace. Chaque pays veut obtenir l'approbation de son ministre de la défense.

Des officiers militaires somaliens participent à un programme de formation offert par les Émirats arabes unis à Mogadiscio. REUTERS

ADF : Quelle serait votre définition du succès pour vraiment faire bien démarrer la SNA ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : Le succès dépend entièrement des partenaires internationaux. S'ils investissent dans le secteur de la sécurité de la Somalie, s'ils investissent dans la SNA, les choses changeront. Si cela se produit, en deux ans des résultats seront obtenus et nous pourrions éliminer al-Shebab.

ADF : En laissant de côté les investissements pour le moment, qu'aimeriez-vous voir en termes de qualité de la force de combat et de professionnalisme de la SNA dans quelques années ? Sur quoi concentrez-vous vos efforts pour obtenir des améliorations ?

MAJOR-GÉNÉRAL GOROD : Le moral de la population est actuellement très bon et ils soutiennent le gouvernement. Ce n'était pas le cas il y a quelques années. Pour gagner les cœurs et les esprits, vous avez l'opportunité d'éliminer ces extrémistes violents. Maintenant, nous avons le soutien des forces armées et le peuple soutient le gouvernement. Le chemin que nous suivons, les programmes de formation que nous avons mis en œuvre, notre cadence : l'avenir est prometteur. Le moment est venu de saisir l'opportunité. Nous avons investi dans nos propres programmes de formation. Ils sont limités, mais nous continuerons à faire cela. Et nous commençons à voir des gens qui complètent ces programmes de formation et assument des rôles de leader. □



..... **UNE**

MISSION

..... **fait entendre sa voix**

LA MISSION
DE L'UNION
AFRICAINNE EN
SOMALIE A
REDEFINI SON
MESSAGE POUR
COMBATTRE
AL-SHEBAB





La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a parfois eu des difficultés pour transmettre son message. La mission a fait plusieurs faux départs en essayant de communiquer avec les civils somaliens, les habitants des pays contributeurs de soldats et le monde en général.

Un soldat ougandais de l'AMISOM monte la garde dans la ville d'Afgooye.

Aujourd'hui, après 11 années d'existence, l'équipe de communication de la mission a appris la polyvalence et l'improvisation. En mai 2018, la mission a commencé à faire le point sur ses accomplissements et a invité des journalistes à participer au processus.

L'auto-évaluation a duré environ un mois, au cours duquel des journalistes du Burundi, de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et de l'Ouganda, pays contributeurs de troupes à la mission, ont visité des bases militaires de Somalie. Le lieutenant-colonel Richard Omwega, porte-parole de la mission, déclare qu'il voulait que les journalistes voient ce que leurs concitoyens faisaient en Somalie.

« Nous voulons que vous soyez témoins de ce qui se passe pour utiliser ces informations dans les reportages sur le prix que paient vos frères et vos sœurs », déclare-t-il, selon le journal ougandais *Daily Monitor*.

L'AMISOM est en Somalie depuis 2007. Son mandat consiste à soutenir le gouvernement dans ses efforts de restauration de la paix et de la stabilité. Sa mission consiste à développer les capacités des forces de sécurité somaliennes et de réduire les menaces dues à al-Shebab et aux autres groupes de militants. Il est prévu que le mandat de l'AMISOM prendra fin en 2021, et les Nations unies s'attendent à ce que la taille de la mission soit réduite d'ici à cette date. En décembre 2017, les effectifs de la mission ont été réduits de 1.000 personnes et il est anticipé qu'une autre réduction de 1.000 personnes aura lieu en octobre 2018, pour atteindre des effectifs d'environ 20.600.

La mission a enregistré sa part de succès. Elle a protégé deux gouvernements somaliens de transition et des processus électoraux qui ont conduit à des nouveaux gouvernements nationaux en septembre 2012 et en février 2017.

DES ADVERSAIRES HABILES

La Somalie a souffert d'une crise qui dure depuis plus de deux décennies et al-Shebab représente la plus forte menace pour sa stabilité. Le groupe extrémiste veut détruire le gouvernement central somalien et établir son propre régime basé sur une interprétation stricte des lois islamiques. Le groupe conduit aussi des attaques au Kenya, surtout dans la région frontalière de la Somalie, pour faire pression sur le gouvernement kényan afin que les troupes kényanes quittent la Somalie.

Bien qu'al-Shebab ait enregistré des revers au cours des derniers mois, il est toujours une force dangereuse en Somalie et peut continuer à transmettre son message de façon efficace. Dans son étude de 2018, « Communications stratégiques pour les opérations de paix : La guerre de l'information de l'Union africaine contre al-Shebab », Paul D. Williams de l'université George Washington remarque que les militants d'al-Shebab « ont uniformément, et parfois avec justesse, représenté les gouvernements somaliens successifs comme étant faibles, corrompus et illégitimes. »

« Les deux plus importants outils d'al-Shebab étaient la radio et l'Internet, écrit M. Williams. Ils avaient créé un ministère de l'information qui utilisait un réseau de stations de radio FM (et quelques stations de télévision) appelé al-Andalus et leur service médiatique rebaptisé

Fondation médiatique et chaîne d'actualités Al-Kataëb créait des productions sur de multiples plates-formes en anglais et en somalien, avec des extensions en swahili, norvégien, suédois et même ourdou. »

Hate Speech International déclare qu'al-Shebab commença à diffuser des messages médiatiques en 2007 avec des films de propagande dont l'objectif principal était de recruter des combattants étrangers.

« Dès 2009, le groupe avait considérablement perfectionné sa campagne médiatique et la qualité de ses productions audiovisuelles, ce qui permit à son dispositif médiatique de produire des films de plus en plus sophistiqués, en plus de productions écrites, audio/radio et photographiques », conclut le groupe d'investigation dans un rapport de 2016.

M. Williams déclare à *ADF* qu'al-Shebab continue à avoir « une présence médiatique importante » en Somalie. « Il produit des histoires quotidiennes en somalien et s'efforce de diffuser ses messages clés grâce à divers interlocuteurs médiatiques. Il continue aussi à produire des vidéos, bien que cette production semble être moins fréquente qu'elle ne l'était il y a quelques années. »

Il ajoute que l'AMISOM fait un meilleur travail pour répondre à la propagande d'al-Shebab.

« Aujourd'hui, l'AMISOM produit beaucoup plus qu'auparavant, y compris des vidéos courtes, un magazine officiel de la mission et de nombreuses annonces de presse. Ses efforts principaux aujourd'hui devraient être de s'assurer qu'elle devienne une source d'information fiable, ainsi que de contester les communications stratégiques d'al-Shebab. »

PLUS QUE DES GARDIENS DE LA PAIX

La volatilité de la Somalie signifie que, dès le début, les gardiens de la paix de l'AMISOM devaient faire plus que ceux affectés à d'autres régions du monde. En avril et mai 2008, les troupes de l'AMISOM et les forces nationales de sécurité somaliennes ont évacué plus de 10.000 personnes menacées par de violentes inondations.

Les officiels déclarent que l'AMISOM est depuis longtemps sujette à de grandes attentes de la part des Somaliens et de la communauté internationale. Cheryl Sim, ancienne conseillère de la force opérationnelle interarmées combinée pour la Corne de l'Afrique, déclare au groupe de renseignement Cipher Brief qu'on anticipait que les troupes de la mission s'engagent dans des activités de gouvernance, notamment les efforts civiques et humanitaires, tâches dont la responsabilité devrait incomber au gouvernement somalien et aux gouvernements régionaux. Elle déclare que la mission n'avait jamais été équipée ou financée pour effectuer ce genre de travail.

« Une chose que je voudrais dire, c'est que la communauté internationale devrait se concentrer sur les forces de sécurité de la Somalie, plutôt que d'essayer d'améliorer l'efficacité de l'AMISOM, en particulier parce que cette dernière ne peut pas durer indéfiniment, déclare-t-elle à *ADF*. Que l'AMISOM ait ou non une stratégie de communication efficace est à côté du sujet lorsque les forces de



Des officiers de police de l'état du Jubaland participent à un défilé à Kismaayo.

sécurité somaliennes, militaires aussi bien que policiers civils, ne sont pas capables de sécuriser et de garder de façon fiable les zones abandonnées par al-Shebab. »

La stabilité du pays, déclare Mme Sim, se trouve fermement entre les mains des Somaliens. « Certains peuvent soutenir que l'AMISOM n'a pas obtenu les moyens de renforcement dont elle avait besoin pour faire de plus grandes avancées, mais sans la présence de forces somaliennes capables de conserver les gains par elles-mêmes, la question des renforcements est sans objet. »

LA DIFFUSION DU MESSAGE

L'AMISOM s'est efforcée de concevoir des messages pour expliquer sa mission aux civils. En 2017, l'Initiative sur les droits des réfugiés internationaux a publié l'étude intitulée « Ils disent qu'ils ne sont pas ici pour nous protéger. Perspectives civiles sur la Mission de l'Union africaine en Somalie ». Cette étude était le résultat d'entretiens avec 64 Somaliens et montre que beaucoup d'entre eux ne comprenaient pas ce que l'AMISOM essayait de réaliser.

« Bien que l'on sache généralement que l'AMISOM est chargée de conduire des opérations offensives contre al-Shebab et de protéger les institutions gouvernementales, d'autres aspects de son mandat sont beaucoup moins connus, selon l'étude. Ce manque de compréhension correcte du mandat contribue à des critiques extrêmes de la part de certains, notamment ceux qui vivent dans les zones sujettes à de hauts niveaux d'insécurité. »

Le rapport montre aussi que certains gardiens de la paix sont meilleurs que d'autres. Beaucoup de personnes interviewées ont exprimé une méfiance concernant certains contingents de l'AMISOM à cause de conflits

antérieurs. Mais le contingent de maintien de la paix de Djibouti est considéré bien meilleur, « principalement grâce à leurs efforts visant à bâtir des relations avec la communauté et à fournir des services aux communautés voisines ». Les membres de la force opérationnelle Corne de l'Afrique ont remarqué que le contingent de Djibouti souhaitait améliorer ses aptitudes de communication.

Certaines personnes interviewées se sont plaintes des abus commis par les gardiens de la paix eux-mêmes. Ces abus n'ont pas pu être vérifiés ou documentés. Le rapport note que l'AMISOM a établi plusieurs mécanismes pour faire face à de tels abus, mais les victimes présumées n'avaient pas connaissance de l'existence d'un recours.

Le rapport conclut que l'AMISOM devait mieux communiquer : « l'AMISOM doit répondre à la perception courante selon laquelle elle est incapable de protéger les civils et d'assurer des communications plus efficaces avec la population locale en ce qui concerne le mandat, les activités et la stratégie de sortie de la mission. »

COMMUNIQUER AVEC LES GENS À L'AIDE DE LA RADIO

La radio est depuis longtemps le média africain dominant et l'AMISOM l'a intégrée dans ses campagnes médiatiques. En 2010, l'équipe de soutien de l'information de l'AMISOM produit *The Misleaders* (Les Trompeurs), drame radiodiffusé en 10 épisodes, visant à combattre al-Shebab en se concentrant sur les tactiques qu'il utilise pour endoctriner les jeunes et les femmes. Chaque épisode durait 30 minutes. La série a été suivie par une autre production de 10 épisodes appelée *Happy People Can't Be Controlled* (Les gens heureux ne peuvent pas être contrôlés).



Des gardiens de la paix de l'AMISOM posent pour une photo lors de la Journée des femmes en mars 2018.



Des troupes djiboutiennes nouvellement déployées arrivent à Beledweyne pour participer à la Mission de l'Union africaine en Somalie en janvier 2018.

L'équipe d'information a aussi produit un certain nombre de vidéos, y compris *Gate of Hope* (Portail de l'espoir), *Somalia Back from the Brink* (La Somalie s'éloigne du précipice), *AMISOM Hospital* (Hôpital de l'AMI-SOM), et *Mayor of Mogadishu* (Le maire de Mogadiscio). Contrairement aux épisodes radio dramatiques, les vidéos sont principalement en anglais et ciblent des auditoires hors de la Somalie.

En 2016, l'AMISOM commença à former ses responsables des informations publiques pour qu'ils utilisent la technologie de la « mallette radio ». C'est un système de diffusion portable et économique comprenant un ordinateur portable, un mélangeur audio, un magnétophone numérique, un lecteur médiatique, des microphones et d'autres équipements pour établir rapidement et facilement une station de radio temporaire dans les zones éloignées ou les lieux de catastrophes. Les responsables de l'AMISOM déclarent que les systèmes seront utilisés pour améliorer les communications entre la mission et les populations locales.

« En Somalie, la radio est un outil de communication vital utilisé pour diffuser des informations, et peut-être plus de 80 % des gens en possèdent une », déclare le colonel Daher Aden, chef d'état-major militaire intérimaire de l'AMISOM, lors du commencement de la formation officielle sur ces systèmes. « Ce concept a l'avantage de pouvoir immédiatement diffuser des informations vitales à un vaste auditoire en cas de crise. Les forces armées peuvent utiliser cette fonctionnalité pour communiquer avec les villageois et les anciens et partager des idées avec la communauté. Cela améliorera la capacité d'interface des soldats avec les populations locales. »

En avril 2018, l'AMISOM commence à examiner ses capacités technologiques d'information et de communication afin d'améliorer son efficacité. Le Centre pour les journalistes africains Actualités Afrique signale qu'une équipe de 39 cadres de l'information et de la communication ont conduit un examen de la technologie et des ressources pour améliorer les systèmes de communication et sécuriser les réseaux.

« Pour que toute opération de soutien de la paix ou toute autre opération fonctionne efficacement, le commandement et le contrôle militaires doivent dépendre d'un réseau de communication complexe incluant l'équipement, le personnel et les protocoles de communication pour transmettre les informations entre les forces », déclare au service d'actualités le major-général Charles Tai Gituai, commandant de force adjoint de l'AMISOM chargé des opérations et de la planification.

LES QUATRE LEÇONS

Dans son étude de 2018, M. Williams énumère quatre leçons cruciales sur les communications, apprises par l'AMISOM :

Le déploiement d'une opération de paix sans capacité pour conduire une campagne de communication stratégique efficace est une erreur grave. M. Williams déclare que l'Union africaine a besoin d'une capacité de communication stratégique permanente qu'elle pourra utiliser

dans les opérations futures de maintien de la paix. Une telle capacité inclurait le développement de politiques et de plans. Puisqu'il n'existe pas de stratégie unique qui fonctionne dans toutes les situations, la capacité de l'UA devrait inclure une adaptabilité « en fonction des besoins sur le terrain ».

Assurez-vous que votre message de politique de communication est clair, cohérent et réaliste. Précisez vos objectifs et expliquez comment les auditoires particuliers peuvent être contactés et influencés. Pour l'AMISOM, développer une politique claire n'était pas suffisant ; elle devait être mise en œuvre par les pays participant à la mission.

Les communications stratégiques efficaces d'une mission nécessitent souvent un état d'esprit explorateur et une volonté de prendre des risques. Dans le cas de l'AMISOM, les communicateurs devaient évoluer rapidement dans leur travail. L'équipe d'information, déclare M. Williams, était initialement conçue pour « mettre en œuvre une approche stratégiquement focalisée et décentralisée à la conception des projets ». Après 2013, cette approche a été largement abandonnée. L'équipe d'information de l'AMISOM devait s'adapter et « la capacité de prendre des risques était cruciale ».

À cause du besoin d'expertise concernant la dynamique des conflits locaux, vous nécessitez probablement une équipe principalement locale pour assurer le succès à long terme. Avec l'AMISOM, il n'y avait pas initialement d'expertise locale disponible pouvant gérer une mission de communication d'une telle portée et complexité. Au cours du temps, la situation s'est améliorée au point que l'équipe de soutien de l'information était constituée de plus de 50 % de personnel local.

Le manque d'argent ou de ressources est souvent considéré comme la cause des mauvaises communications dans les missions telles que l'AMISOM. Mais M. Williams déclare à *ADF* que d'autres facteurs sont plus importants.

« Toutes les opérations de paix ont besoin des ressources nécessaires pour créer une équipe de communication stratégique efficace, déclare-t-il. Il n'est pas nécessaire que cela soit très coûteux, mais un soutien politique durable de la part du leadership de la mission et des pays contributeurs est requis. Il est aussi nécessaire de développer une stratégie de communication claire et cohérente pour livrer des produits qui soutiennent la mise en œuvre des tâches requises. »

M. Williams ajoute que la fiabilité reste le facteur crucial de la stratégie de communication de l'AMISOM.

« Les communications de l'AMISOM devraient cibler de multiples auditoires, et l'importance de ces auditoires pourrait varier en fonction de la tâche à exécuter, déclare-t-il. Assurer que le type correct de message atteigne la population locale, le gouvernement hôte, les partenaires externes et les pays contributeurs et gardiens de la paix est un exercice d'équilibrisme difficile. Mais pour tous ces auditoires, l'équipe de communication stratégique de l'AMISOM doit développer une réputation comme source d'information fiable et crédible. Sans crédibilité, aucun élément de communication n'aidera la mission. » □

Pas seulement une statistique

Les femmes valorisent les missions de maintien de la paix mais des problèmes de participation subsistent

PERSONNEL D'ADF

Le caporal Laker Doris Patricia de la Force de défense du peuple ougandais conduisait chaque jour un gros camion d'approvisionnement. Elle transportait de tout, depuis les munitions jusqu'aux bombes. Lorsqu'elle ne tournait pas l'énorme volant du camion, elle attendait, prête à boucler sa ceinture et à repartir. Et elle le faisait au cœur de la Somalie, l'un des endroits les plus dangereux de la terre.

Le major-général Kristin Lund de Norvège a passé deux ans comme commandant de la Force de maintien de la paix des Nations unies en Chypre. C'était la première femme à commander une mission de maintien de la paix de l'ONU. En avril 2018, elle a servi comme chef de mission et chef d'état-major de l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient.

Priscilla Makotose du Zimbabwe est commissaire de police de la mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour. Elle a 30 ans d'expérience, notamment dans des postes de commandement de police. Elle était directrice adjointe pour l'administration dans le service d'investigation criminelle de la police de la République du Zimbabwe et a participé à la mission de l'ONU au Liberia en 2005.

Le lieutenant-colonel Hoe Pratt des Forces armées de la République de Sierra Leone était l'officier chargé de la cellule du pistage, de l'analyse et de la réponse concernant les victimes civiles de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en 2016. C'est la première femme de la Sierra Leone

participant à une mission d'imposition de la paix. En tant que chef de cellule, elle supervisa la surveillance des victimes civiles associées à la mission et s'efforça de protéger les Somaliens en utilisant des mesures préventives.

Dans toute l'Afrique et au-delà, les femmes accomplissent avec succès leurs tâches dans les missions multinationales de maintien de la paix. Dans l'AMISOM, les femmes conduisent les camions, soignent les blessés, patrouillent sur les canonnières, commandent les bataillons de combat et font bien plus encore.

La preuve est faite : les femmes peuvent accomplir la totalité des tâches liées au maintien de la paix. Toutefois, les chiffres sont décevants. Dans l'AMISOM en 2016, le nombre de femmes s'élevait seulement à 586, soit moins de 3 % des plus de 20.000 soldats africains déployés.

Les chiffres ne sont guère meilleurs pour les missions de l'ONU. Selon des statistiques de mars 2018, seulement 3,7 % de tous les gardiens de la paix militaires affectés à sept missions basées en Afrique sont des femmes. En tout, les femmes représentent environ 4 % des gardiens de la paix, y compris les experts militaires et les officiers d'état-major. En ce qui concerne les forces de police, les femmes sont dans une situation légèrement meilleure. Dans les missions basées en Afrique, elles représentent 10,9 % de tous les officiers de police ; globalement, elles en représentent 10,7 %.

Bien que leur nombre soit réduit dans ces missions, leur importance n'est pas sujette à dispute.



Des gardiens de la paix sud-africains patrouillent dans Beni, en République démocratique du Congo, pour recueillir des informations sur la sécurité du village. MONUSCO



Des gardiens de la paix sud-africains de la MONUSCO patrouillent dans la République démocratique du Congo. MONUSCO

LA VALEUR DES FEMMES

Les femmes ont démontré qu'elles pouvaient avoir les mêmes rôles que les hommes dans un contexte militaire. Elles peuvent aussi ajouter une dimension importante aux opérations de maintien de la paix.

« Pour commencer, les gardiennes de la paix aident les missions à renforcer les relations avec les communautés et à gagner un meilleur accès à l'information que les contingents constitués uniquement d'hommes », selon un article de 2017 pour IPI Global Observatory. « Elles servent de modèles en inspirant les femmes des pays hôtes à rejoindre elles-mêmes les services de sécurité. L'augmentation du nombre de femmes dans les missions de l'ONU est aussi cruciale pour mettre fin au fléau de l'exploitation et de l'abus sexuels par les forces de maintien de la paix, qui provoque des souffrances énormes chez ses victimes et diminue la crédibilité générale des opérations de paix de l'ONU. »

Lorsque le personnel d'une mission entre dans un pays, il est chargé de protéger tous les habitants, quel que soit leur sexe. Dans certains pays, les normes culturelles et traditionnelles empêchent les interactions utiles entre les gardiens de la paix du sexe masculin et les civils du sexe féminin. Lorsque les missions font l'objet d'accusations d'inconduite sexuelle par les gardiens de la paix ou les combattants armés, la capacité

de communiquer efficacement avec les femmes et les enfants est vitale.

Dans les anciens conflits, deux états étaient le plus souvent en guerre l'un contre l'autre, mais cette situation est moins probable aujourd'hui. Les plupart des conflits actuels concernent des insurrections et des acteurs non gouvernementaux qui combattent les forces d'un état. Cela complique les réponses et élargit la définition et le caractère des opérations de paix, écrivent Nancy Annan et Serwaa Allotey-Pappoe dans « Les femmes et les opérations de soutien de la paix en Afrique », un des chapitres de « Annual Review of Peace Support Operations in Africa: 2016 » [Revue annuelle des opérations de soutien de la paix en Afrique : 2016].

« À mesure que de nouveaux conflits se manifestent, la violence contre les civils, en particulier les femmes et les jeunes filles, s'intensifie ; le viol et la violence sexuelle sont de plus en plus utilisés comme armes de guerre », écrivent-elles. C'est pour cela, et pour d'autres raisons, que la participation des femmes au maintien de la paix est vitale.

« Ce sont très souvent les gardiennes de la paix qui peuvent établir des relations avec les femmes locales, peut-être les enfants et d'autres, pour rassurer les communautés locales sur ce que nous faisons », déclare Diane Corner, ancienne représentante spéciale adjointe de la mission de l'ONU en Centrafrique, dans une vidéo

MISSION	TROUPES		TOTAL - MILITAIRES	POURCENTAGE DE FEMMES SOLDATS
	HOMMES	FEMMES		
République démocratique du Congo (MONUSCO)	15.277	585	15.862	3.7 %
Mali (MINUSMA)	11.589	321	11.910	2.7 %
République centrafricaine (MINUSCA)	10.332	339	10.671	3.2 %
Darfour (UNAMID)	9.401	369	9.770	3.8 %
Soudan du Sud (UNMISS)	13.302	474	13.776	3.4 %
Abiyé (UNISFA)	4.104	381	4.485	8.5 %
Sahara occidental (MINURSO)	204	22	226	9.7 %

Les valeurs totales sont en date de mars 2018. Source : Nations unies

MISSION	POLICE		TOTAL - POLICE	POURCENTAGE DE FEMMES POLICIERS
	HOMMES	FEMMES		
République démocratique du Congo (MONUSCO)	1.187	170	1.357	12.5 %
Mali (MINUSMA)	1.609	125	1.734	7.2 %
République centrafricaine (MINUSCA)	1.885	164	2.049	8 %
Darfour (UNAMID)	2.286	271	2.557	10.6 %
Soudan du Sud (UNMISS)	1.317	274	1.591	17.2 %
Abiyé (UNISFA)	25	12	37	32.4 %
Sahara occidental (MINURSO)	1	0	1	0 %

Les valeurs totales sont en date de mars 2018. Source : Nations unies

Une formation permet aux enquêteurs de faire face à l'inconduite sexuelle

LISA FERDINANDO, ACTUALITÉS DU DOD

Plus de vingt-quatre participants provenant de 11 pays africains ont appris comment tenir les gardiens de la paix des Nations unies responsables pour l'inconduite sexuelle et d'autres crimes, lors d'un cours de janvier 2018 pour officiers nationaux chargés d'enquête à Entebbe, en Ouganda.

Le cours s'est concentré sur la façon dont les gardiens de la paix devraient faire face aux allégations d'exploitation et d'abus sexuel, déclare Mark Swayne, sous-secrétaire adjoint intérimaire à la Défense des États-Unis pour la stabilité et les affaires humanitaires. La surveillance conduira à une meilleure imputabilité pour le personnel et les unités responsables des abus.

« En fin de compte, ceci devrait conduire à une diminution de ces incidents, qui non seulement nuisent gravement aux personnes et aux communautés que les gardiens de la paix sont chargés de protéger, mais aussi sapent la crédibilité de toute l'entreprise de maintien de la paix de l'ONU », déclare Mr. Swayne.

La nécessité d'un tel cours est évidente. En février 2018, Reuters a signalé que 40 allégations d'abus sexuel et d'exploitation avaient été faites au cours du quatrième trimestre 2017 contre les missions de maintien de la paix des Nations unies et d'autres efforts et groupes. Parmi ces allégations, 15 étaient associées à des missions de maintien de la paix et 17 à des agences, des fonds et des programmes de l'ONU. Les organismes partenaires avaient signalé les huit autres cas.

Le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric a déclaré à Reuters que les 40 allégations concernaient 54 victimes, dont 30 étaient des femmes et 16 des jeunes filles. L'âge des huit autres n'est pas connu. Douze cas se sont produits en 2017, sept en 2016 et trois en 2015 ou antérieurement. La date des autres cas n'est pas connue. En date de février 2018, deux cas ont été corroborés, trois n'ont pas été corroborés et les autres font l'objet d'une enquête,

« Chaque allégation concernant notre personnel sape nos valeurs et nos principes, et le sacrifice de ceux qui servent avec fierté et professionnalisme dans certains des endroits les plus dangereux du monde », déclare M. Dujarric.

L'ONU exige depuis le début 2015 que tous les pays contributeurs de soldats désignent au moins un officier enquêteur national par unité.

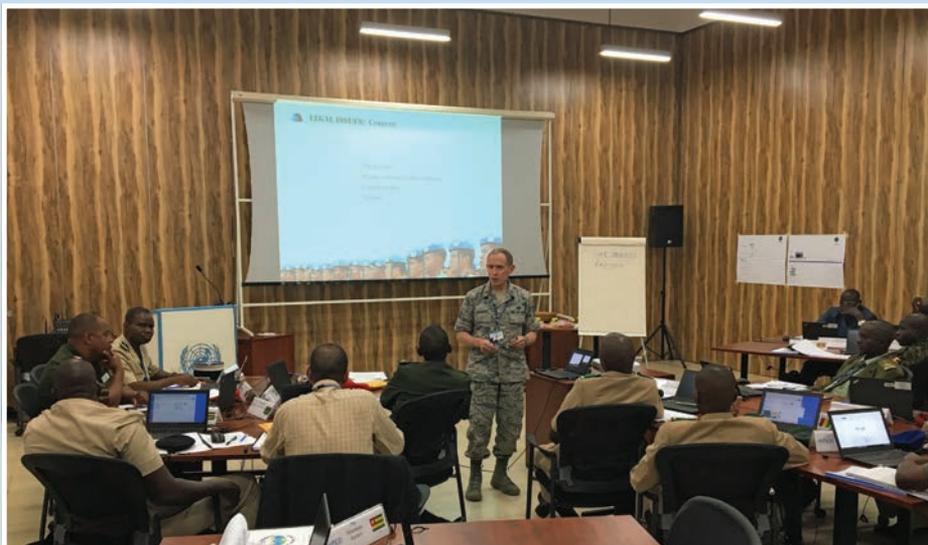
Des experts du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU et de l'Institut de la défense pour les études juridiques internationales du Département de la Défense des États-Unis ont développé et enseigné conjointement le cours.

Le cours des officiers enquêteurs nationaux porte sur les principes d'enquête et les détails des enquêtes dans un environnement de maintien de la paix, et il permet aux

participants d'améliorer leur compréhension des normes nationales et des exigences juridiques visant à assurer le succès de la justice et l'imputabilité dans le système judiciaire du pays contributeur, déclare le colonel Kirk Davies de l'Armée de l'air américaine.

« Spécifiquement, le cours cherche à renforcer les connaissances, les aptitudes et les capacités des participants pour qu'ils puissent répondre plus efficacement et conduire des enquêtes en cas de faute potentielle du personnel des contingents engagés dans les opérations de maintien de la paix », déclare-t-il.

Il est projeté d'offrir deux programmes par an en Afrique. Barry Harrison, juge-avocat de la marine de guerre à la retraite et formateur du cours, déclare que cet effort fera une



Le colonel Kirk Davies de l'Armée de l'air américaine enseigne à des officiers enquêteurs nationaux pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU comment tenir les gardiens de la paix responsables de l'inconduite sexuelle et d'autres crimes.

ACTUALITÉS DU DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DE LA DÉFENSE

différence dans les opérations globales.

« Le meilleur succès consiste à avoir un rôle à jouer pour assister les forces de maintien de la paix à exécuter de façon plus efficace et professionnelle la mission importante et les tâches vitales des missions de maintien de la paix actuelles hautement complexes », déclare-t-il.

Les plus grands défis consistent à surmonter les barrières linguistiques et à aider les participants à comprendre comment utiliser les informations du cours dans leurs propres systèmes et processus de justice.

« C'est très satisfaisant de voir les participants interfacer avec enthousiasme avec les animateurs du cours, avec les experts en la matière et entre eux dans le cours, et de les voir accroître leurs connaissances et leurs capacités », déclare M. Harrison.

de l'ONU de 2015. « Je crois que cela a été démontré à maintes reprises : lorsqu'il s'agit de gérer des questions spécifiques, en particulier sur la violence sexuelle, mais peut-être aussi des questions liées aux droits humains, il est préférable que des femmes interviennent. »

Les capacités et la valeur des femmes sont bien établies. Pourquoi donc n'y a-t-il pas davantage de femmes participant aux missions de maintien de la paix en Afrique ?

OÙ SONT TOUTES LES FEMMES ?

Toute explication concernant la raison pour laquelle il n'y a pas plus de femmes dans les missions de maintien de la paix doit commencer avec les pays contributeurs de soldats. Elle doit adresser un certain nombre de questions, depuis les préjugés politiques et sociaux jusqu'aux pratiques de recrutement et au rôle perçu des femmes dans une société donnée.

Malgré ces défis, il incombe aux pays qui envoient des soldats et des policiers de s'assurer de réaliser un équilibre approprié entre hommes et femmes dans les missions, conformément aux exigences des Nations unies et de l'Union africaine, écrivent Mme Annan et Mme Allotey-Pappoe. Lorsque cela se produit, les résultats sont évidents dans les missions elles-mêmes.

Le Dr Sabrina Karim, professeure adjointe dans le département du gouvernement à l'université Cornell, a passé plusieurs années sur le terrain avec la mission récemment achevée des Nations unies au Liberia. Elle a observé que le Ghana, qui participait à la mission, avait un pourcentage élevé de femmes dans ses forces armées, en partie à cause d'un système de recrutement attractif pour les femmes et offrant des opportunités de leadership.

« L'argument est donc comme suit : si on peut avoir davantage de soldats provenant de ces types de pays contributeurs qui font quelque chose de bien, cela va améliorer l'ensemble de la mission », déclare-t-elle à ADF.

Parmi les sept missions de paix actives de l'ONU sur le continent, deux seulement ont plus de 4 % de femmes dans des rôles militaires. La mission du Sahara occidental possède 9,7 % de femmes sur un total de 226 militaires déployés là-bas. La mission à Abiyé sur la frontière soudanaise compte 8,5 % de femmes dans des rôles militaires sur 4.485, provenant presque exclusivement de l'Éthiopie.

Les missions en République démocratique du Congo et en République centrafricaine, qui ont une réputation d'incidents de violence sexuelle et de violence basée sur le sexe, comptent respectivement 3,7 % et 3,2 % de femmes. Le nombre d'officiers de police féminins est bien plus favorable, allant de 7,2 % au Mali à 32,4 % à Abiyé.

Donc le recrutement est un bon point de départ. Mais cela ne peut pas être seulement une question de statistiques. Le simple ajout de femmes dans une opération de maintien de la paix ne va pas assurer que leur présence soit utile pour la mission. Le Dr Karim déclare que, selon ses recherches, il est fréquent que les femmes ne soient pas envoyées dans les missions les plus dangereuses ou dans les missions où la violence sexuelle pose un problème.

D'ABORD, UNE ANALYSE DES SEXES

L'augmentation du nombre de femmes signifie très peu de chose pour la mission si elles ne sont pas déployées dans le cadre d'une perspective générale des sexes, déclare Sahana Dharmapuri, directrice de Notre avenir sécurisé : Les femmes font une différence (programme de One Earth Future). Toutes les missions devraient effectuer une analyse des sexes pour déterminer la meilleure façon d'utiliser les hommes et les femmes pour atteindre les objectifs de la mission.

Une telle analyse peut examiner le plus grand éventail d'objectifs de la mission, par exemple la composition

des populations civiles, ainsi que des questions plus détaillées, par exemple les personnes qui utilisent une route donnée pendant une période donnée. Toujours à titre d'exemple, pour planifier les routes des patrouilles dans une zone, une analyse des sexes pourrait examiner la route qui devrait être suivie, puis répondre à des questions comme celles-ci : Quels sont les villages traversés par cette route ? Qui utilise la route, et quand ? Cette route traverse-t-elle un marché ? Si oui, quand ce marché est-il ouvert ? Est-ce un marché pour femmes ?

Une fois que les planificateurs de la mission ont répondu à de telles questions, ils peuvent décider de la composition des troupes des patrouilles. Bien qu'il semble approprié qu'une patrouille constituée seulement de femmes visite le marché pour femmes, Mme Dharmapuri déclare que les patrouilles mixtes sont plus efficaces. Par exemple, une patrouille mixte de six personnes pourrait avoir accès à plus de lieux et de gens qu'une patrouille de six femmes.

Les forces armées effectuent toujours des analyses similaires : Où déployer les divisions blindées ? L'infanterie ou l'artillerie est-elle nécessaire ? L'ajout de la perspective des sexes à l'analyse d'ensemble contribue au succès de la mission. « Elle devrait être intégrée dans votre perception sécuritaire générale », déclare Mme Dharmapuri à ADF.

L'établissement d'un juste équilibre concernant le service des femmes dans ces missions nécessite de surmonter certaines idées fausses. Dans un article de 2014 pour Alliance for Peacebuilding, Mme Dharmapuri

« Ce sont très souvent les gardiennes de la paix qui peuvent établir des relations avec les femmes locales, peut-être les enfants et d'autres, pour rassurer les communautés locales sur ce que nous faisons. »

~ Diane Corner, ancienne représentante spéciale adjointe de la mission de l'ONU en Centrafrique



Des gardiens de la paix sud-africains de la MONUSCO patrouillent dans une région rétive près de Beni, en République démocratique du Congo, pour recueillir des informations sur les conditions locales de la sécurité.

MONUSCO

examine ce qu'elle appelle « Les trois fictions concernant les femmes participant au maintien de la paix » :

« **Tout tourne autour des femmes** » : en fait, c'est faux. Il s'agit d'assurer la sécurité de tout le monde : hommes, femmes, garçons et filles. L'inclusion de davantage de femmes dans la force de maintien de la paix et la conduite d'une analyse complète des sexes dès le début aide à réaliser cet objectif. Mme Dharmapuri souligne que les hommes et les femmes peuvent adopter une perspective des sexes pendant qu'ils participent à une mission.

« **Un nombre égal d'hommes et de femmes soldats dans les opérations de paix signifie que nous avons obtenu l'égalité des sexes** » : c'est faux. L'objectif n'est pas nécessairement d'avoir un nombre égal d'hommes et de femmes, mais d'avoir des femmes qui sont des participantes à part entière à tous les niveaux d'une mission, et d'avoir des hommes qui participent activement à la promotion de l'égalité des sexes. Cela est particulièrement nécessaire puisque les hommes ont de nombreux rôles clés de leadership dans les forces armées et en politique.

« **Tout tourne autour de l'acte sexuel** » : à cause de cas documentés de violence et d'abus sexuels dans les missions, certains commettent l'erreur de supposer que la raison principale pour inclure les femmes est de prévenir cette violence. Mais les femmes peuvent faire beaucoup



Des officiers de police des Nations unies enseignent à des femmes congolaises comment fabriquer du savon.

MONUSCO

plus. Lorsqu'un conflit éclate, les hommes en général se battent et les femmes restent en arrière pour prendre soin des autres. Les équipes mixtes peuvent former des femmes de la population civile sur d'autres questions de sécurité telles que les évacuations en cas de désastre ou de conflit. Les femmes devraient être considérées comme des agents de changement et de stabilité, pas seulement comme des victimes, déclare Mme Dharmapuri. « Si vous avez des nombres égaux, cela ne sera pas suffisant pour changer les préjugés concernant les sexes et le comportement social du système, déclare Mme Dharmapuri. Le système, c'est nous tous. Je crois que c'est le point crucial que les gens oublient. » □

LES CENTRES DE FORMATION

SE DÉVELOPPENT POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS DU 21ÈME SIÈCLE

LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS FONT ÉQUIPE POUR BÂTIR UN NOUVEAU TYPE D'INSTALLATION DE FORMATION AU CAP-VERT

PERSONNEL D'ADF

Le Cap-Vert semblerait être un lieu improbable pour un centre de formation militaire international. Le pays est constitué de 10 îles situées à 570 kilomètres à l'Ouest du continent africain dans l'Atlantique Nord. Avec une superficie totale d'un peu plus de 4.000 kilomètres carrés, le Cap-Vert est l'un des plus petits états membres de l'Union africaine.

Mais pour un certain nombre de raisons, il fut considéré comme lieu idéal pour construire un centre de formation de 125 millions de dollars pour les forces africaines de sécurité. Ce centre, dont l'ouverture est prévue pour 2020, fait l'objet d'un partenariat public-privé.

Le Centre de formation Orbit pourra accueillir 150 étudiants et formateurs. Avec une superficie de plus de 250 hectares, il sera ouvert au personnel suivant : forces de police, forces armées, agents de douane, gardes forestiers, analystes du renseignement, spécialistes militaires médicaux, formateurs en techniques de survie, forces de protection civile, enquêteurs en cybercriminalité, personnel militaire des télécommunications et spécialistes de la technologie de l'information. Bien que la formation du personnel des pays africains soit son objectif principal, le centre prévoit aussi d'offrir ses services à d'autres pays.



Représentation artistique du Centre de formation Orbit au Cap-Vert CENTRE DE FORMATION ORBIT

Ces installations combineront un centre de formation militaire standard avec des technologies de simulation. Elles auront des modules spécialisés dans le tir intérieur et extérieur, le tir de combat, la formation des équipes marines, aériennes et terrestres, l'analyse du renseignement, les communications militaires et sécurisées, l'interception légale et tactique, le contrôle des foules, la lutte antidrogue, le braconnage et la cybercriminalité.

Les responsables d'Orbit décrivent le Cap-Vert comme un « lieu facilement accessible » dans un « pays hôte idéal » qui a une bonne gouvernance, une administration ouverte et transparente, et un système démocratique stable. Il possède six aéroports internationaux et il est presque équidistant du Brésil, de l'Europe et des États-Unis. Le centre assurera une nouvelle source de revenu pour le pays ainsi que la création d'emplois.

Deux sociétés privées apportent leur soutien au centre : Competences et Nibor Enterprises. Competences est une société privée du Cap-Vert fondée en 2004 et spécialisée dans les solutions de sécurité du territoire et de défense. Les dirigeants de la société déclarent qu'elle a participé à « des projets majeurs de sécurité nationale » pour les gouvernements africains.

Nibor Enterprises, fondée en 2009, est une société d'ingénierie et maître d'œuvre américano-israélien qui se spécialise dans la gestion et la conception de la construction. Les dirigeants de la société déclarent que Nibor a réalisé 20 projets sous contrat pour le département de la Défense des États-Unis, d'une valeur totale de 55 millions de dollars.

Orbit déclare que le personnel des douanes, des forces de police et des forces armées aura un accès prioritaire au centre, et le pays réalisera d'importantes économies au niveau de son budget de formation militaire. Les revenus proviendront de la location des installations aux clients, ainsi que de l'aide internationale aux forces africaines de défense et de sécurité.

Orbit rejoint un groupe croissant d'établissements publics et privés qui

aident à former les gardiens de la paix d'Afrique. Mais la formation offerte ne se limite pas aux soldats et les cours ne se limitent pas au maintien de la paix.

LE CENTRE DU GHANA

L'expérience de maintien de la paix du Ghana remonte à plusieurs dizaines d'années. Elle a commencé avec une mission des Nations unies dans les années 1960 dans ce qui s'appelle aujourd'hui la République démocratique du Congo. S'appuyant sur cette expérience, le Ghana a ouvert le **Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan (KAIPTC)** en 2004. Le mandat du centre consiste à former « le person-

l'Agence allemande pour la coopération internationale, la Fondation Dag Hammarskjöld en Suède, l'Université du Queensland en Australie, l'Académie militaire des États-Unis à West Point, l'Université du Bedfordshire au Royaume-Uni, les Forces armées ghanéennes et le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées.

Le centre offre une formation au niveau opérationnel pour le personnel du maintien de la paix. Cette formation est basée sur une structure de force opérationnelle militaire ou une structure de brigade et les participants sont des officiers militaires, civils ou policiers.



Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan à Accra au Ghana KAIPTC

nel militaire, policier et civil pour les opérations multidimensionnelles de maintien et de soutien de la paix dans la région de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest [CEDEAO], en Afrique et au-delà ».

Le centre a organisé plus de 400 cours pour des étudiants provenant de plus de 90 pays. Il a aussi accueilli des organisations d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe. Il a été nommé l'un des trois centres de formation d'excellence de la CEDEAO avec le **Collège de la défense du Nigeria** et l'**École de maintien de la paix Alioune Blondin Beye** du Mali.

Il a établi des partenariats avec une série d'organismes internationaux, y compris les Nations unies,

Les responsables du centre déclarent que la majorité des participants sont des civils. « Tous les cours sont mutuellement complémentaires et servent les intérêts d'ensemble de la CEDEAO et de ses opérations de soutien de la paix, bien qu'une stricte séparation entre les domaines tactique, opérationnel et stratégique puisse être parfois superficielle », selon le site Internet du KAIPTC.

Les efforts du KAIPTC sont complétés par ceux des autres centres engagés dans la formation et le développement des aptitudes liées aux aspects théoriques et pratiques des opérations de pacification. Au cours des dernières années, le centre a plutôt mis l'accent sur la formation

LES ÉTATS-UNIS FONT DON DE NAVIRES AU SÉNÉGAL ET AU CAP-VERT

PERSONNEL D'ADF

Les États-Unis ont contribué deux navires patrouilleurs de 11,5 m, de la classe Defiant, à la marine du Sénégal et cinq patrouilleurs plus petits à la police maritime du Cap-Vert.

Les bateaux Metal Shark en aluminium de 11,5 m sont classés comme bateaux rapides, capables d'atteindre 50 nœuds avec leurs moteurs bicylindres in-board. Ils ont été financés par la division des programmes contre les stupéfiants et les menaces transnationales de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM).

La contribution au Sénégal a inclus des kits de réparation et de maintenance des navires, des véhicules remorqueurs et une session de formation de deux semaines sur l'utilisation et l'entretien des navires.

« Cette contribution améliore les capacités de mise en application des lois du Sénégal pour lui permettre de patrouiller dans sa zone économique exclusive et dans les eaux internationales limitrophes, grâce à la fourniture d'une capacité de patrouille en mer, ce qui augmente fortement ses aptitudes de combat du trafic des drogues illicites dans le secteur maritime », déclare Ken Diamond, chef du programme d'AFRICOM contre le trafic illicite.

Il est prévu qu'un autre navire patrouilleur soit livré à la marine sénégalaise. Il sera le sixième de la classe Defiant donné au Sénégal.

Les navires Defiant de 11,5 m sont en service dans le monde entier, et notamment dans la garde côtière et la marine de guerre américaines. Ce sont les navires préférés par de nombreux services d'incendie de haute mer.

L'AFRICOM a contribué cinq patrouilleurs de 6,4 m de la classe Relentless à la police maritime du Cap-Vert en décembre 2017 et elle prévoit d'en donner 10 de plus d'ici à 2019. Ces navires en aluminium sont aussi construits par Metal Shark.

Metal Shark déclare que ces navires sont populaires parmi les agences de police qui nécessitent des bateaux



L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique a fait don de cinq navires patrouilleurs de 6,4 m, de la classe Relentless, à la police maritime du Cap-Vert et prévoit d'en contribuer 10 de plus d'ici à 2019. AFRICOM

pour intervention rapide, facilement transportés sur remorque et rapidement déployés.

Les navires ont aussi été fournis avec une formation opérationnelle et de maintenance, et un équipement de protection personnelle, déclare Chad Godlewski, chef de section du programme d'AFRICOM contre le trafic illicite.

« Les navires ont été donnés à la police maritime pour augmenter les capacités d'interdiction du trafic de drogues illicites du Cap-Vert, déclare-t-il. Le Cap-Vert est situé à un carrefour stratégique entre l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Europe, et il est une voie principale de transit pour la cocaïne d'Amérique du Sud. »

De son côté, le Cap-Vert a approuvé une loi en avril 2018 créant une taxe de sécurité maritime pour contrôler et gérer le trafic maritime.

des gardiens de la paix dans les droits humains et l'égalité des sexes.

UNE « CULTURE DE LA PAIX »

À la fin des années 1980, la communauté internationale était engagée dans de nombreuses opérations de soutien de la paix dans le monde, auxquelles les pays africains contribuaient de nombreuses troupes terrestres. En 1990, un tournant a été atteint avec la création du Groupe de surveillance de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest pour intervenir dans la guerre civile du Liberia.

La mission démontra le besoin d'une meilleure formation au maintien de la paix pour les professionnels de la sécurité africaine et en 1999 la France et la Côte d'Ivoire créèrent l'École du maintien de la paix de Zambakro en Côte d'Ivoire. Pendant trois ans, cette école forma 600 officiers provenant de 40 pays africains.

La guerre civile de 2002 en Côte d'Ivoire nécessita le transfert de l'école au Mali, toujours avec le soutien de la France. Le premier site du Mali était à 60 kilomètres au Nord-Est de la capitale de Bamako mais il se révéla finalement trop petit et trop distant. L'école fut transférée à Bamako et en 2007 les nouvelles installations de l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Beye (EMPABB) ouvrirent leurs portes. L'Argentine, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis ont partagé les coûts de construction.

Dès le début, l'intention était de créer des installations qui soient complémentaires de celles du KAIPTC au Ghana et qui fournissent une formation au niveau tactique pour les opérations de maintien de la paix. L'école se concentre sur les éléments nécessaires aux tâches et activités permanentes des opérations de maintien de la paix. Elle a essentiellement une structure militaire aux niveaux du bataillon et de la compagnie, avec des composantes policières et civiles.

L'EMPABB se décrit comme un centre visant à renforcer les capacités africaines de gestion des opérations de paix, et à transmettre la « culture de la paix ». Le centre s'est associé à des

organisations non gouvernementales et internationales de façon similaire au centre du Cap-Vert.

L'EMPABB a formé plus de 8.000 personnes. Chaque année, elle accueille approximativement 1.000 étudiants civils, policiers et militaires, directement au centre ou hors du pays par le biais d'équipes itinérantes de formateurs.

Grâce à ses partenariats et son soutien international, le centre a des équipements et une infrastructure uniques au Mali. Ses partenaires incluent des organisations non gouvernementales. Le conseil d'administration comprend des représentants de la CEDEAO, de la France, de l'Allemagne, du Japon, des Pays-Bas et de la Suisse.

Le cours de formation de trois semaines de l'école pour un déploiement possible en tant qu'observateur militaire de l'ONU est un exemple type des programmes offerts. Une classe de ce type a réuni 25 officiers militaires provenant de 10 pays. Au cours de la première semaine, la classe apprend le cadre juridique des missions et des partenaires des opérations de soutien de la paix. La classe étudie aussi le désarmement, la démobilisation et la réintégration, les actions civilo-militaires et les activités fondamentales des observateurs. Au cours de la deuxième semaine, les formateurs abordent la sensibilisation aux mines, l'analyse de caractère, les relations avec les médias, les risques et les menaces, et les mesures de protection. Les étudiants apprennent des techniques de médiation, d'investigation et de liaison.

Les participants passent la dernière semaine à travailler sur des exercices pratiques basés sur ce qu'ils ont appris.

L'institut de formation des opérations de paix des États-Unis s'est associé à l'EMPABB pour offrir gratuitement en ligne des cours de maintien de la paix. 29 cours sont offerts en anglais, 24 cours en français, 17 cours en espagnol et d'autres cours en arabe, en chinois, en portugais et en russe. Le Collège national de la défense du Nigeria et le Centre international de formation pour le soutien de la paix du Kenya offrent aussi gratuitement ces cours en ligne.

LES ANTÉCÉDENTS DE FORMATION DU NIGERIA

Le Collège national de la défense se dit être « l'institution de formation militaire de pointe des Forces armées du Nigeria et un centre d'excellence pour la formation sur les opérations de soutien de la paix au niveau stratégique en Afrique de l'Ouest ».

Le collège fut établi en 1992 pour être la plus haute institution de formation des officiers militaires supérieurs du Nigeria. Les Forces armées du Nigeria ont un héritage de longue date de formation militaire solide, remontant à la création de l'Académie nigériane de défense à Kaduna pour la formation des cadets et au Collège de commandement et d'état-major des Forces armées à Jaji pour la formation des officiers subalternes. Le Nigeria décida qu'il serait approprié et économique d'établir un troisième organisme pour la formation la plus poussée.

Le collège a débuté dans un site provisoire de Lagos, puis il a été amené trois ans plus tard à un autre site provisoire à Abuja. Le site actuel, qui est permanent, est aussi situé à Abuja.

Le collège a noué des relations de travail avec ses homologues de Turquie et en février 2018 il a hébergé une délégation du service des relations étrangères de l'état-major général turc. Deux mois plus tard, le Nigeria a signé un accord de formation militaire avec la Turquie concernant l'anti-piratage, l'assistance humanitaire, le soutien au maintien de la paix et d'autres secteurs.

Selon un rapport de DefenceWeb, l'accord porte sur la coopération de formation, les échanges, l'observation des exercices, les exercices conjoints, l'histoire militaire, la logistique, la



Des employés s'en vont du KAIPTC à la fin de leur journée de travail. ADF

sécurité maritime, les échanges de personnel, la cartographie et l'hydrographie, les cours sur les forces spéciales et l'expertise spéciale telle que la neutralisation des explosifs.

L'Institut nigérian de gestion s'est associé au collège pour éliminer la corruption militaire. L'institut et le collège veulent que les soldats non seulement respectent leur code militaire mais aussi qu'ils soient liés par le code de conduite de l'institut.

LE COLLÈGE ENCOURAGE LA PARTICIPATION DES FEMMES

Le Centre international de formation pour le soutien de la paix (IPSTC) au Kenya a commencé comme centre de formation du soutien de la paix, au sein du Collège d'état-major de la défense du Kenya. Sa mission principale consistait à former les forces kényanes pour les missions de maintien de la paix de l'ONU et les

LES FORCES ARMÉES S'EFFORCENT DE PACIFIER LE « CARANA »

PERSONNEL D'ADF

Une équipe internationale de 4.500 personnes prévoyait de se rendre dans le pays insulaire du Carana lors d'une mission de six mois pour séparer les quatre factions en lutte, mettre à exécution un cessez-le-feu permanent et préparer le pays pour l'arrivée d'une mission à long terme des Nations unies.

Les membres de l'équipe disposaient de moins de cinq jours pour planifier et pour se préparer. Ils devaient étudier la géographie du pays, déterminer ce que voulaient les différentes factions et établir des lignes de communication entre les pays participants. Ils devaient établir des filières d'approvisionnement, planifier l'hébergement et les camps, et trouver des moyens de protéger les civils. Pendant ce temps, les médias d'actualité posaient des questions.



Les membres kényans et ougandais de la Brigade d'attente d'Afrique de l'Est s'entraînent pendant l'exercice militaire Amani Africa en 2009. REUTERS

Le Carana n'existe pas réellement. Il a été imaginé basé sur des pays africains et des situations réels, et il fait partie d'un exercice de formation complexe, conduit régulièrement dans certaines régions d'Afrique et du monde. Un « déploiement » au Carana avait été organisé en avril 2018 au Bangladesh.

Les spécialistes du maintien de la paix des Nations unies ont développé l'histoire du Carana et de son peuple en 2002 et 2003. L'exercice a été conçu comme une formation basée sur scénario, spécifiquement pour les forces de maintien de la paix africaines. Il a évolué au cours des années et a été approuvé par l'Union européenne.

Le Centre international de formation pour le soutien de la

paix au Kenya a aussi approuvé le scénario du Carana. Le centre met à disposition le « mode d'emploi » complet du Carana, dont les versions anglaise et française peuvent être téléchargées gratuitement. Ce mode d'emploi est maintenant si détaillé, avec plus de 300 pages, qu'une version plus courte a aussi été développée et elle est disponible pour être téléchargée.

Un « coach » Carana du Royaume-Uni a déclaré à *ADF* que la version complète du scénario était devenue si déconcertante qu'il était difficile de demander aux participants de la lire dans sa totalité.

Cet exercice s'est révélé facilement adaptable aux avancées technologiques. En 2015 en Afrique du Sud, l'exercice a inclus pour la première fois des conférences vidéo.

Les responsables déclarent que les principaux bénéficiaires en sont les organismes qui participent à la Force africaine en attente. C'est une force africaine internationale, continentale et multidimensionnelle, avec des composantes militaires, policières et civiles, sous la direction de l'Union africaine.

La dernière version du Carana inclut des documents particuliers à l'exercice, tels que des traités, des enquêtes techniques et des résolutions du Conseil de sécurité. Elle présente l'« histoire » du pays, depuis les premiers peuplements jusqu'à aujourd'hui.

« Le Carana était une colonie de l'ancien empire azurien (qui devint la république d'Azurie au 19^{ème} siècle) et il obtint son indépendance en avril 1962. La politique du Carana après l'indépendance a été caractérisée par le régime devenu autoritaire de Joseph Uroma, un coup d'état militaire en 1971

et un autre coup d'état en 1975. Depuis le milieu des années 1980, le Carana s'est redéfini comme une démocratie, en élisant les membres de son Assemblée nationale et un président. Le Parti démocratique de Carana, dirigé par les Falins, continue à dominer l'Assemblée nationale et occupe la présidence depuis les deux dernières élections (Roselyne Okas et Jacques Gavot, le président actuel). »

Un officier sud-africain a déclaré au *Star* d'Afrique du Sud que cet exercice est « aussi proche que possible de ce qui se passe réellement en Afrique ». Il a ajouté que l'exercice consiste à développer des « solutions africaines, par les Africains et pour les Africains, aux problèmes africains ».



Cérémonie de remise des diplômes au Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan KAIPTC

opérations de pacification de l'Union africaine. Il devint un organisme distinct en 2006 et fusionna avec le Centre international de formation anti-mines en 2009, année où il acquit son nom actuel.

En 2011, grâce à des partenariats officiels avec le Canada, l'Allemagne, le Japon, le Kenya, le Royaume-Uni, l'ONU et les États-Unis, il devint une organisation autonome.

La mission fondamentale du centre consiste à former des soldats, des policiers et des civils dans les opérations de soutien de la paix, et à leur enseigner comment répondre aux urgences complexes. Ce centre est aussi une installation de recherche où l'on étudie de nombreux sujets, notamment la prévention des conflits, la gestion du terrain et des effectifs, et la reconstruction après-conflit. Au cours des dernières années, le centre a mis de plus en plus en relief l'impact des conflits armés sur les femmes et les enfants.

L'une des marques distinctives de l'école est son cours pour les leaders de haut rang des missions, offert deux fois par an. Des officiels des forces armées, des gouvernements et des forces de police provenant d'une douzaine de pays environ participent typiquement à ce cours de deux semaines, qui assure une formation pour planifier, gérer et conduire les

activités de déploiement de soutien pour les missions de paix de l'ONU et de l'Union africaine.

En 2015, l'IPSTC a établi une politique d'égalité des sexes, aussi bien pour le centre que pour l'avancement des femmes dans les missions de maintien de la paix. La politique encourage l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant les femmes, la paix et la sécurité. Elle porte notamment sur la surveillance du rapport hommes/femmes des étudiants du centre dans le but d'obtenir l'équilibre entre les sexes, y compris une composante sexospécifique dans la plupart de ses cours de formation, et l'établissement des questions de sexe comme composante clé dans la planification et la mise en œuvre de toutes les missions de maintien de la paix.

FOCALISATION SUR LES CIVILS

La Communauté de développement d'Afrique australe (CDA) a établi le **Centre régional de formation pour le maintien de la paix** au Zimbabwe en 1996 pour fournir une formation pour les missions de soutien de la paix dans la région. Le centre a été construit à Harare en 1999 avec des fonds fournis par le gouvernement du Danemark.

Bien que le centre ait été construit spécifiquement pour offrir une

formation de maintien de la paix aux pays de la CDA, il a élargi son rayon d'action pour inclure d'autres pays d'Afrique.

Le centre a participé à la préparation et à la conduite de tous les exercices majeurs de maintien de la paix conduits dans la région, notamment Blue Hungwe au Zimbabwe en 1997, Blue Crane en Afrique du Sud en 1999, Tanzanite en Tanzanie en 2002, Exercice Thokgamo en 2005 au Botswana et Ex-Golfinho en Afrique du Sud en 2009.

En 2017, après l'établissement du plus récent plan quinquennal du centre, il a offert son premier cours de fondation civile pour les missions de maintien de la paix. Ce cours vise les civils qui n'ont pas d'expérience dans les missions de paix, ainsi que le personnel qui possède une certaine expérience mais aucune formation de maintien de la paix formelle.

Les Nations unies déclarent qu'il existe 124 centres de formation de maintien de la paix dans le monde, certains étant plus actifs et plus approfondis que les autres. Les centres de formation d'Afrique sont parmi les plus récents du monde. Mais, qu'ils soient gérés par un gouvernement ou par un partenariat public/privé, beaucoup d'entre eux ont déjà établi des programmes de classe mondiale. □



THE ASSOCIATED PRESS

UN LUGEUR GHANÉEN SE PRÉPARE POUR

2022

PERSONNEL D'ADF

Après être devenu le premier skeletonneur du Ghana dans les Jeux olympiques d'hiver de 2018 en Corée du Sud, Akwasi Frimpong projette de participer aux Jeux olympiques de 2022 en Chine.

M. Frimpong, 32 ans, vivait dans une maison d'une seule pièce au Ghana jusqu'à l'âge de 8 ans, lorsque sa mère a déménagé aux Pays-Bas. Au lycée, il était l'un des meilleurs sprinters du pays. Il est devenu le champion national junior des Pays-Bas en gagnant 16 médailles. Il prévoyait de participer aux Jeux olympiques d'été de 2012 mais une blessure l'en empêcha.

M. Frimpong, refusant d'abandonner son rêve olympique, a appris à être freineur dans une équipe de bobsleigh. Mais il a échoué, ayant été admis à l'équipe nationale néerlandaise seulement comme réserve pour les Jeux d'hiver de Russie en 2014.

C'est alors qu'il commença à pratiquer le skeleton. Ce sport dangereux se pratique en montant sur une toute petite luge d'une personne, l'estomac en bas et la tête en avant. Les courses de skeleton utilisent les mêmes pistes que le bobsleigh et peuvent atteindre des vitesses jusqu'à 137 km/h.

M. Frimpong a dû gagner son admission aux Jeux

olympiques d'hiver, en se classant parmi les 60 premiers du monde. Comme l'a noté CNN, il a été reçu aux Jeux olympiques le 15 janvier 2018, soit deux ans après avoir commencé à pratiquer le sport. Il n'a pas gagné de médaille aux jeux.

Il est le deuxième Ghanéen à participer aux Jeux olympiques. Kwame Nkrumah-Acheampong avait participé au slalom des Jeux olympiques d'hiver en 2010 au Canada.

L'Érythrée, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Maroc, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Togo ont participé aux Jeux d'hiver de 2018, lorsque le plus grand nombre de pays africains de l'histoire étaient représentés. C'était la première fois pour le Nigeria et l'Érythrée. Quinze équipes africaines ont participé à au moins une réunion olympique d'hiver, bien que la plupart du continent n'ait pas de neige ou de glace appropriée pour l'entraînement.

« Mon but est de venir au Ghana et d'obtenir le soutien du Comité olympique du Ghana, des autorités sportives et du ministère des Sports du Ghana pour travailler ensemble et élaborer un plan de quatre ans, afin d'avoir plus d'un athlète en 2022 », déclare M. Frimpong à Africanews.



BLACK PANTHER

FAIT SES DÉBUTS AFRICAINS

VOICE OF AMERICA



Lupita Nyong'o THE ASSOCIATED PRESS

L'un des films les plus populaires de 2018 a eu sa première devant un auditoire africain en février dans la ville natale kényane de l'une des principales actrices du film, Lupita Nyong'o. Basé sur une bande dessinée de super-héros de Marvel, Black Panther se passe dans un pays africain fictif, technologiquement avancé.

La première de Kisumu a attiré plusieurs centaines de personnes. Bien que les acteurs du film n'aient pas été présents, cela n'a pas tempéré l'atmosphère. « Honnêtement, c'est un grand honneur que Kisumu soit le premier lieu d'Afrique où ce film est projeté », déclare l'acteur kényan Moses Oduwa. « Nous

sommes très heureux d'être honorés de cette façon. »

Le film a été salué comme un exemple du mouvement afro-futuriste, qui mélange la science-fiction et la tradition africaine. Après la projection, les spectateurs ont donné des critiques positives.

« Ce dont je me souviens, c'est ce mélange intéressant du traditionnel et du post-moderne, et quelque chose que j'ai aimé dans le film, c'est que le mal est puni à la fin », déclare John Obiero, résident de Kisumu.

Le film donne aussi une perspective positive du continent, quelque chose qui est différent des autres films majeurs.

« Je pense qu'il s'agit plutôt de flatter l'amour-propre africain », conclut Edwin Odoyo, qui habite aussi à Kisumu. « Le fait que nous sommes forts, mais nous ne savons pas vraiment à quel point nous sommes forts. »

Le succès du film est l'un des plus grands de l'histoire, dans tous les genres, avec plus de 1,3 milliard de dollars de recettes au début de sa sortie.



Une ancienne nécropole contient

UN MESSAGE de L'AU-DELÀ

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

Une ancienne nécropole contenant des douzaines de cercueils en pierre et un collier portant un « message de l'au-delà » a été découverte en Égypte.

Le site près de la ville de Minya au Sud du Caire a plus de 2.000 ans et on anticipe qu'il faudra cinq ans de plus pour l'excaver. Le ministre des Antiquités Khaled al-Enany déclare qu'il contenait 40 sarcophages, des bijoux, de la poterie et un masque en or.

Il déclare qu'il y avait des fosses funéraires datant de la période pharaonique tardive ou de l'ère ptolémaïque précoce d'environ 300 av. J.-C.

« C'est seulement le début d'une nouvelle découverte, déclare-t-il à la presse. Nous allons très bientôt ajouter une nouvelle attraction archéologique à la Moyenne-Égypte. »

Mostafa Waziri, chef de la mission archéologique, déclare que huit tombes ont été découvertes depuis la fin 2017 et il s'attend à en découvrir d'autres.

Quatre jarres bien préservées et munies d'un couvercle, conçues pour ressembler aux visages des quatre fils du dieu Horus, ont aussi été trouvées. « Elles contiennent toujours les organes internes momifiés du mort, déclare M. Waziri. Les jarres sont décorées avec des textes en hiéroglyphes montrant le nom et les titres de leur propriétaire. »

Il décrit la « coïncidence merveilleuse » de la découverte d'un charme de collier la veille du Jour de l'An, portant l'inscription « Bonne Année » en hiéroglyphes. « C'est un message qui nous est envoyé de l'au-delà », déclare-t-il.

En février 2018, les archéologues ont présenté la tombe d'une ancienne prêtresse qui remonte à 4.400 ans. Elle était décorée avec des peintures murales, bien préservées et rares, représentant la prêtresse Hetpet dans plusieurs scènes.

Statues découvertes près d'une ancienne nécropole à Minya en Égypte REUTERS

Des migrants sont assis dans une base navale de Tripoli après leur sauvetage par la Garde côtière libyenne. REUTERS



L'UE VA ENTRAÎNER LA GARDE CÔTIÈRE LIBYENNE

REUTERS

L'Union européenne prévoit d'accélérer rapidement la formation du personnel de la Garde côtière libyenne pour endiguer le flux de migration vers l'Italie et pour réduire le nombre de personnes perdues en mer.

Le contre-amiral Enrico Credendino, chef de la mission navale de l'UE en Méditerranée, déclare que l'opération Sophia de l'UE a l'intention de former 300 à 500 personnes d'ici à fin 2018. Depuis 2016, cette opération a formé 188 Libyens, ce qui a contribué à une forte baisse du nombre de tentatives de traversée au cours du deuxième semestre 2017.

L'Opération Sophia a commencé à surveiller les stagiaires libyens

fin 2017, en fournissant des caméras vidéo GoPro aux navires de la Garde côtière libyenne pour enregistrer leurs efforts.

« Nous surveillons la Garde côtière libyenne en les observant en mer. Nous avons des avions et des navires qui les observent. Et nous avons aussi des réunions régulières » avec des membres de la Garde côtière libyenne, déclare l'amiral Credendino.

La Libye reste le point principal de départ des migrants africains subsahariens qui essaient d'atteindre l'Europe par la mer, bien que le niveau de trafic des migrants par les groupes armés de Libye ait baissé sous la pression européenne.

Plus de 130 personnes accusées

de trafic ont été arrêtées en mer et remises aux autorités italiennes, mais les passeurs principaux de migrants en Libye ont essentiellement agi avec impunité, hors de portée des autorités internationales.

« Nous travaillons avec plusieurs acteurs internationaux : Interpol, Europol, Frontex. ... Nous dressons un profil, mais il est trop tôt pour une évaluation réelle », déclare l'amiral Credendino.

L'opération Sophia a détruit plus de 500 bateaux de passeurs interceptés, en plus de ceux détruits par la Marine italienne, mais l'amiral Credendino déclare qu'il est impossible de bloquer l'importation des canots pneumatiques fragiles utilisés couramment par les passeurs.

LE GHANA ET LES USA RENFORCENT LEUR PARTENARIAT POUR LA RÉPONSE AUX CATASTROPHES

GHANA NEWS AGENCY

Les professionnels de la sécurité du Ghana et leurs homologues de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique ont participé à un forum pour mieux se préparer aux catastrophes. L'événement s'est concentré sur les capacités des forces armées, des forces de police, du service de lutte contre les incendies, de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes (NADMO), des services d'ambulance et autres pour répondre aux événements causant des pertes humaines massives, et en particulier les tremblements de terre.

Le ministre ghanéen de l'Intérieur Ambrose Dery, dans son intervention au forum, a déclaré que la préparation était essentielle parce qu'un tremblement de terre pouvait détruire des décennies de développement.

« En plus de la perte massive de vies humaines, l'infrastructure sociale et économique cruciale est perdue, a-t-il déclaré. Pour un pays moins avancé et résilient comme le Ghana, plusieurs années peuvent être nécessaires pour se remettre complètement d'un tel événement. »

Le dernier tremblement de terre destructeur du Ghana, d'une magnitude de 6,4, a frappé en 1939 en tuant au moins 17 personnes à Accra, la capitale. Aujourd'hui, les pertes pourraient être bien pires. Depuis lors, selon M. Dery, la population d'Accra est passée de 77.000 à plus de 3 millions.



Un soldat ghanéen garde les débris d'une station d'essence qui a explosé en 2015, en tuant environ 90 personnes à Accra.

REUTERS

Eric Nana Agyeman-Prempeh, directeur général de NADMO, déclare que le Ghana continue à recevoir le soutien de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique pour la formation sur les opérations d'urgence et les exercices de simulation d'inondation et d'incendie. « Nous avons convenu de conduire un exercice de simulation complet cette année, déclare-t-il. La capacité de réponse à un événement peu probable mais qui a des conséquences graves n'a jamais été mise à l'épreuve, donc un scénario de tremblement de terre a été choisi pour tester notre niveau de préparation pour répondre efficacement. »

Le lieutenant-colonel Mathew Holmes des États-Unis déclare que le forum aiderait les États-Unis à mieux comprendre le processus ghanéen afin de les soutenir efficacement si une catastrophe se produisait.

« C'est une façon pour nous de parler de nos capacités et de la façon dont l'Amérique peut aider rapidement dans le domaine des transports et de la réponse de secours », déclare-t-il.

L'Allemagne fait don de navires patrouilleurs pour la lutte contre Boko Haram

DEFENCEWEB

L'Allemagne a fait don de cinq navires patrouilleurs à la Marine nigérienne, qui les utilisera pour patrouiller sur le lac Tchad et les criques et les deltas du littoral. Les navires seront utilisés, en partie, pour lutter contre les terroristes de Boko Haram qui ont organisé des attaques dans le voisinage du lac Tchad et ont largement réussi à échapper aux patrouilles militaires nigériennes en se cachant dans les îles du lac.

« Les cinq navires font partie des initiatives d'envergure de l'Allemagne pour renforcer la paix et la sécurité des gouvernements partenaires », déclare Ingo Herbert, consul général de l'ambassade d'Allemagne. « L'objectif vise à soutenir les pays partenaires dans la

lutte contre le terrorisme. »

M. Herbert déclare que les navires peuvent être utilisés à d'autres fins, en plus de lutter contre les extrémistes.

« Ces navires contribueront non seulement et surtout à vos combats du Nord-Est, mais aussi à la lutte contre la pêche illégale, le vol du pétrole et les autres crimes maritimes », a déclaré M. Herbert selon *New Day*. « En particulier lorsque vous considérez l'importance du transport maritime, avec plus de 90 % de toute la croissance mondiale utilisant les voies maritimes pour atteindre son but, il est très important de conserver un environnement maritime libre de tout élément criminel. »

Les cinq navires ont été

construits par le Groupe Epenal du Nigeria dans des chantiers navals de Port Harcourt. Ils ont une longueur de 8,2 mètres, une coque en plastique renforcée de verre, et peuvent accommoder jusqu'à sept personnes. Ils sont propulsés par des moteurs hors-bord Yamaha de 250 chevaux-vapeur et armés de mitrailleuses de 12,7 mm et de lance-grenades automatiques. Leur vitesse maximale est 35 à 40 nœuds.

Après la livraison des navires, des officiels allemands ont été transportés dans certaines criques du delta du Niger, où le personnel naval nigérien a arrêté cinq personnes soupçonnées de voler du pétrole et saisi des bateaux chargés de carburant illégalement raffiné.

L'Afrique du Sud se prépare pour le « jour zéro »

DEFENCEWEB

La Force nationale de défense d'Afrique du Sud est prête à fournir une assistance pour les préparatifs du « jour zéro », lorsqu'il est anticipé que l'approvisionnement métropolitain en eau du Cap va se tarir. Si ce jour arrive, les soldats pourraient être déployés comme sentinelles ou gardes aux points de distribution d'eau. On parle aussi des escortes militaires pour les camions-citernes qui transportent l'eau. Lors d'un briefing au Cap, un officier de police provincial de haut rang a déclaré qu'un maximum de 80 soldats pourraient être déployés.

En plus de la police nationale, il semble que la police métropolitaine du Cap et les autres services de sécurité municipaux gèrent ce qui est signalé comme étant la première fois qu'une ville majeure du monde fait face à la possibilité de ne pas avoir d'approvisionnement en eau.

« Quelle que soit la menace qui arrive, nous pourrions l'affronter », a déclaré le major-général Mpumelele Manci, commissaire provincial, à News24 du Cap.

Le brigadier Jorina Zandberg, chef provincial du centre de commandement des opérations de police, déclare que si ce jour arrivait, un centre de commandement serait activé. Il serait lié au centre provincial pour les catastrophes et coordonnerait l'arrivée de camions-citernes à 187 points de distribution pour le rationnement de l'eau.

Au début de mars 2018, les niveaux des barrages étaient à un niveau moyen de stockage de 24 %. Les ultimes 10 % de l'eau ne sont pas utilisables.



Des résidents remplissent des contenants à un point d'alimentation d'eau de source naturelle au Cap, en Afrique du Sud. THE ASSOCIATED PRESS

Le Kenya lance sa Garde côtière

DEFENCEWEB

Le gouvernement kényan a demandé au Parlement d'adopter un projet de loi pour établir le service de Garde côtière kényan, force de sécurité maritime qui agirait en haute mer pour prévenir les crimes maritimes tels que le vol, la piraterie et le trafic.

La loi permettrait au service d'employer des professionnels civils de la Commission du service public pour une partie de ses effectifs. Le personnel formé des services de sécurité provenant de la police, des forces armées et des services de renseignement constituerait son personnel de base.

Le service, qui sera commandé par un directeur général, sera principalement déployé pour lutter contre le crime dans les eaux territoriales

kényanes, mais il pourrait aider les Forces de défense du Kenya à protéger la sécurité nationale et la souveraineté en cas de guerre.

Le service conduira aussi des opérations de secours en cas de catastrophe et des missions de recherche et de sauvetage. Il remplacera le service de police kényan pour assurer la sécurité des ports maritimes du pays. Ses autres domaines

de responsabilité incluent la protection des sites maritimes archéologiques ou historiques, la mise en application des mesures sanitaires et le contrôle de la pollution.

Entre-temps, le ministère kényan de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche déclare que le vaisseau patrouilleur maritime de 54 mètres MV Doria acquis auprès de JGH Marine A/S du Bangladesh en 2017 commencera ses opérations en 2018.

La porte-parole du département d'état de la pêche Mwaka Barabara déclare que le vaisseau sera déployé pour patrouiller la zone économique exclusive de 1.500 milles marins du Kenya, principalement pour prévenir la pêche illégale.

Ce vaisseau patrouilleur maritime de 54 mètres sera utilisé par le ministère kényan de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche pour combattre le crime maritime.

SERVOGEAR



Le TCHAD OUVRE UN CENTRE CONTRE L'EXTRÉMISME

PERSONNEL D'ADF

Un groupe de Tchadiens a fondé un centre dédié à l'étude et la prévention de l'extrémisme violent et à la déradicalisation des djihadistes.

Les fondateurs du centre à N'Djaména, au Tchad, espèrent qu'il deviendra un laboratoire de recherche et d'étude, avec des organes de communication qui incluront un journal, et des programmes de réhabilitation et de déradicalisation des anciens djihadistes.

Ahmat Yacoub Dabio, conseiller travaillant au sein du gouvernement du Tchad et spécialiste en mobilisation pour les droits humains et en médiation, est l'une des forces directrices soutenant le projet. Il déclare que c'est une cause profondément personnelle née de la période turbulente du Tchad qui a duré de 1965 à 2000. « Ma mère et ma sœur ont été tuées devant moi lorsque j'étais adolescent », a-t-il déclaré au magazine *Le Point*. « Mes amis m'ont ensuite convaincu de rejoindre la rébellion. Aujourd'hui, je veux que les jeunes comprennent que la violence politique ou religieuse ne mène à rien. »

Dans un discours lors de l'inauguration, M. Dabio a déclaré que le centre visait à transformer la recherche

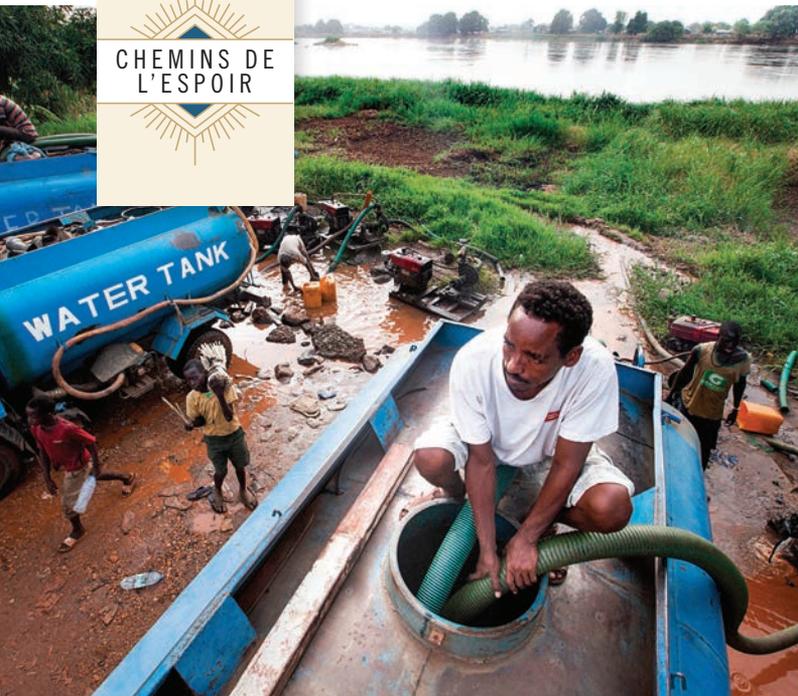
Ahmat Yacoub Dabio, conseiller travaillant au sein du gouvernement du Tchad, a aidé à fonder un centre pour combattre l'extrémisme.



académique en solutions pratiques pour combattre l'extrémisme.

« Ce phénomène mondial ne connaît ni la couleur ni les frontières ; nous devons tous faire ce que nous pouvons pour l'éradiquer, a-t-il déclaré. Le moment est venu de souligner que l'extrémisme n'a pas de religion parce qu'aucune religion au monde ne tolère la barbarie. »

Ahmed Ayong, chercheur islamique et socio-anthropologue à l'Institut des relations internationales du Cameroun, a salué l'initiative et espère qu'elle ne sera pas limitée au Tchad. « Il est essentiel de faire appel à l'expertise de la sous-région : le Cameroun, le Gabon, tous les pays d'Afrique centrale doivent y participer. Le Tchad doit contacter nos universités, nos centres de recherche pour élargir le champ de la réflexion. ... En travaillant à long terme pour en faire une initiative africaine... Le Tchad peut devenir un centre international reconnu », a déclaré M. Ayong, selon africanews.com.



UN PROGRAMME DE TRAVAUX PUBLICS AIDE LES HABITANTS DU SOUDAN DU SUD

BANQUE MONDIALE

Un programme de protection sociale au Soudan du Sud, qui fournit temporairement des revenus aux ménages pauvres et vulnérables de Juba, va être étendu à six autres régions du pays.

La composante de travaux publics du Projet de dispositif de protection et de développement des aptitudes de la Banque mondiale est opérationnelle à Juba et inclut la réparation des routes. 6.000 ménages, dont on estime que 70 % sont dirigés par des femmes, en sont bénéficiaires.

Le programme de travaux publics a transféré près de 1,6 million de dollars, sous forme de revenus pour un total de 652.049 jours-personnes travaillées, à environ 85.000 personnes provenant de 10.865 ménages.

Les transferts d'argent fournissent une augmentation du pouvoir d'achat pour les nécessités de base, y compris la nourriture, les vêtements, les médicaments et les améliorations résidentielles. Ils ont aussi aidé les ménages à payer les frais de scolarité et les uniformes des enfants.

« La vie des gens s'améliore ; ils peuvent avoir des repas nutritifs et leur capital humain s'améliore grâce à un investissement continu dans la santé et l'éducation », déclare Dena Ringold, gestionnaire de la pratique pour les Pratiques mondiales de protection sociale et d'emplois de la banque.

Ses améliorations des ressources communautaires ont augmenté l'accès aux services et à la mobilité grâce à de meilleurs réseaux routiers et à la réduction du crime. Certains travailleurs ont utilisé leur argent pour créer de petites entreprises telles que des kiosques de thé et des stands de légumes.

Les crèches pour enfants sur les sites de travail ont permis aux mères ayant de jeunes enfants et aux personnes âgées qui en prennent soin de participer et de gagner un salaire.

Des camionneurs recueillent de l'eau du Nil pour la distribuer à Juba (Soudan du Sud). AFP/GETTY IMAGES

LE CAMEROUN

RECHERCHE

une plus grande participation politique des femmes

VOICE OF AMERICA

Les partis politiques du Cameroun se sont fixés un but ambitieux pour 2018 : élire des femmes pour au moins 30 % des mandats.

Trois cent femmes provenant d'associations dans tout le Cameroun ont fait campagne dans les marchés, les universités et les lieux populaires de la capitale, en demandant aux femmes de s'inscrire pour voter.

Le Cameroun aura une série d'élections importantes en 2018, au niveau local, parlementaire et présidentiel. Les partis politiques se sont engagés publiquement à atteindre la référence établie par les Nations unies d'au moins 30 % de représentation par les femmes. Le gouvernement a fait écho à cet engagement, en demandant aux partis de présenter un plus grand nombre de femmes candidates.

Pour atteindre cet objectif, les femmes devraient gagner au moins 20 des 70 postes de sénateur sujets à une élection, et le président Paul Biya devrait inclure des femmes parmi les 30 sénateurs que la constitution lui demande de nommer.

Les observateurs déclarent que les chances de succès sont faibles, au moins à court terme.

Le Cameroun a 386 maires, mais seulement 26 sont des femmes. À l'Assemblée nationale, les femmes occupent le tiers des mandats dans la chambre basse, mais seulement 20 % dans la chambre haute.



Une femme se prépare à voter au Cameroun. AFP/GETTY IMAGES

La sénatrice Julienne Djakaou de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun déclare que beaucoup de femmes ne peuvent pas participer aux prises de décision à cause des idées fausses traditionnelles et des mariages précoces, qui torpillent leur éducation.

Elle déclare qu'elle ne pouvait pas croire les hommes de sa communauté qui disaient que la Bible interdisait aux femmes de participer à la politique, aussi voulut-elle obtenir l'avis du plus haut membre de l'église catholique au Cameroun, le cardinal Christian Tumi. Il lui a dit que la politique concernait les hommes aussi bien que les femmes. Mais certains hommes politiques opinent que les femmes ne sont pas prêtes et que le Cameroun doit avoir plus de femmes qui votent avant que des femmes soient élues. Les femmes constituent 52 % de la population du pays. Pourtant, selon les chiffres officiels, seulement 30 % des 7 millions de personnes inscrites pour voter aux élections de 2018 sont des femmes.

UN JUGE DEVIENT LE PREMIER SOMALIEN À PRÉSIDER LA

COUR INTERNATIONALE

VOICE OF AMERICA

Le juge Abdulqawi Ahmed Yusuf est devenu le premier Somalien à présider la Cour internationale de justice à La Haye aux Pays-Bas.

« Je suis touché par cette élection, déclare-t-il. Et je crois qu'elle montre en fait la confiance que mes collègues ont en moi. C'est pourquoi je leur en suis très reconnaissant. J'espère que je serai capable de satisfaire à leurs attentes et à assumer les responsabilités qui me sont confiées de la meilleure façon possible, pour leur montrer qu'ils ont vraiment bien choisi lorsqu'ils m'ont élu comme président. »

Cette cour de 15 membres est l'organe judiciaire principal des Nations unies. Elle promulgue des décisions finales et contraignantes concernant les différends entre états et elle conseille l'ONU.

M. Yusuf, âgé de 69 ans, né dans la ville portuaire somalienne d'Eyl, a fait ses études à l'université nationale somalienne, l'université de Florence et l'université de Genève. Il sera le troisième Africain à être président de la cour.

Le leadership de M. Yusuf sera mis immédiatement à l'épreuve. Parmi ses premières affaires, il y a une dispute entre les États-Unis et l'Iran sur le gel des biens iraniens à l'intérieur des États-Unis.

« Nous avons 14 affaires en instance, lesquelles concernent bien sûr tous les types de dispute entre les états », déclare-t-il. Elles incluent des disputes sur la protection environnementale, les frontières et l'immunité diplomatique. « Cette cour a été très occupée au cours des 10 dernières années, ce qui indique la



NATIONS UNIES

confiance croissante que la communauté internationale place dans la Cour internationale, dans notre cour. Et nous sommes extrêmement heureux de ces développements. »

Un autre cas qui sera étroitement surveillé en Afrique de l'Est concerne une dispute de frontière maritime entre la Somalie et le Kenya. M. Yusuf déclare que sa nationalité n'influencera pas son travail dans l'affaire.

M. Yusuf est membre de la cour depuis 2009 et il avait précédemment assumé le poste de vice-président de la cour. Son mandat est de trois ans.



UN SHOW KÉNYAN

ENCOURAGE L'AGRICULTURE THE ASSOCIATED PRESS

LORSQU'ELLE ÉTAIT ÉTUDIANTE,

Leah Wangari imaginait une vie prestigieuse d'hôtesse de l'air très voyageuse, et non pas quelqu'un qui travaillerait avec la terre et les engrais.

Cette femme de 28 ans, qui est née et a été élevée à Nairobi, capitale du Kenya pleine de gratte-ciel, déclare qu'elle n'aurait jamais pensé à l'agriculture. Sa décision d'abandonner les classes d'agriculture devait la hanter plus tard, lorsque ses efforts d'investissement dans l'agroalimentaire tout en gérant une entreprise de mode échouèrent.

Elle participa à une nouvelle et inhabituelle émission de télé-réalité, la première de ce type en Afrique. *Don't Lose the Plot* (Ne perdez pas la parcelle) forme les participants du Kenya et de la Tanzanie voisine et leur donne des parcelles à cultiver, avec un crédit d'investissement de 10.000 dollars pour la plus productive. L'objet consiste à prouver aux jeunes que l'agriculture peut être amusante et rentable.

« Ma participation à ce show me rendait folle de joie, comme un rêve qui était devenu réalité », déclare Mme Wangari. Mais elle trouva cela épuisant. Lorsque ses mains devinrent

calleuses, ses amis parièrent qu'elle échouerait.

Don't Lose the Plot vise à inspirer les jeunes adultes d'Afrique de l'Est à devenir entrepreneurs en agroalimentaire. Les producteurs déclarent que l'émission souhaite démystifier le processus de lancement d'une petite entreprise et défier les préjugés contre les carrières en agriculture, alors que beaucoup de jeunes des campagnes fuient vers les villes.

Intéresser les gens dans l'agriculture n'est pas facile en Afrique, où une nombreuse population de jeunes est souvent dissuadée par les images d'un travail exténuant et de paysans pauvres et tannés par les intempéries.

L'Afrique possède plus de 60 % de la terre fertile mais non cultivée de la planète tout en important entre 35 et 50 milliards de dollars de denrées par an, déclare l'Alliance pour la révolution verte en Afrique. Les défis incluent une gestion de la terre peu efficace et corrompue, et les conflits.

Le rendement des récoltes principales reste faible comparé aux autres régions du monde. Le changement doit passer par la responsabilisation des petits exploitants qui produisent 80 % des denrées consommées sur le continent, déclare l'organisation.

Désormais, Mme Wangari en est une. Après avoir remporté la quatrième place dans *Don't Lose the Plot*, elle est devenue cultivatrice de champignons.

« Lorsque je vois les jeunes hommes du village sans travail, je me sens déçue parce qu'il y a beaucoup de terrains inexploités et ils pourraient les utiliser pour survivre, déclare-t-elle. Ils n'ont pas besoin de beaucoup de capital, mais ils ne sont pas informés. »

Les startups de l'énergie solaire

se multiplient en Afrique de l'Ouest

REUTERS

Bâtie à côté d'une forêt équatoriale gigantesque, la maison neuve en parpaing de Jean- Noël Kouamé peut être trop éloignée pour le réseau électrique de la Côte d'Ivoire, mais elle est parfaitement située pour l'énergie solaire.

Encouragés par leur succès en Afrique de l'Est, les startups d'énergie solaire hors réseau se multiplient en Afrique de l'Ouest en offrant des kits prépayés. Ils se font concurrence pour gagner des dizaines de millions de consommateurs qui n'ont pas d'accès fiable au réseau électrique.

Le défi principal affronté par les entreprises plus petites est maintenant de déterminer comment recueillir suffisamment de fonds pour fournir les kits solaires coûteux en échange des petites sommes versées initialement par les consommateurs.

À Abidjan, M. Kouamé ne sait pas quand le réseau national atteindra la périphérie de l'expansion urbaine, si jamais il le fait. Mais grâce à son nouveau kit de panneaux solaires, son éclairage d'intérieur, son ventilateur électrique et sa télévision fonctionnent. Toutefois, c'est l'ampoule suspendue à l'extérieur de sa porte d'entrée qu'il apprécie le plus.

« Pendant la nuit, nous avons peur d'aller dehors », déclare ce chauffeur de taxi de 31 ans. « L'éclairage, c'est la sécurité. »

Quelques 1,2 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à un réseau électrique, selon l'Agence internationale de l'énergie. À eux seuls, l'éclairage et la

charge des téléphones leur coûtent 27 milliards de dollars par an, et certaines estimations calculent leurs coûts annuels totaux d'énergie à plus de 60 milliards de dollars.

Bien que les gouvernements dans une grande partie du monde en voie de développement améliorent l'accès aux réseaux nationaux, l'Afrique est en retard avec moins de 40 % des ménages connectés.

Mais ce qui a été pendant longtemps dénoncé comme un obstacle majeur au développement de l'Afrique est considéré comme une opportunité par les entrepreneurs tels que Nir Marom, co-fondateur de Lumos Global, la startup hollandaise qui a fabriqué et vendu le kit de M. Kouamé.

« J'ai lu un article sur des gens qui payaient 50 centimes par jour pour du kérosène et des bougies, et cela n'avait tout simplement aucun sens, déclare M. Marom. Je me suis dit que je pouvais leur donner quatre kilowatts-heures pour le prix du kérosène. Et avec ça tout a commencé. »

Les kits de Lumos Global, qui coûtent environ 600 dollars, incluent un panneau solaire connecté à une pile qui alimente des prises de courant, un adaptateur de téléphone portable et des ampoules à DEL.

M. Kouamé, qui a payé 30.000 francs CFA (57 dollars) initialement pour son kit, le loue maintenant en location-achat. Un compteur numérique sur le bloc-piles jaune lui indique quand il doit faire un paiement à son compte avec son téléphone portable.

S'il ne paie pas, le kit, qui abrite aussi un système mondial de positionnement, s'arrête. Mais dans cinq ans, il en sera pleinement propriétaire et l'alimentation solaire sera gratuite pour lui.

« Cinq ans, ce n'est rien », déclare-t-il, en évaluant déjà l'option d'un autre système pour alimenter un gros congélateur qui reste actuellement vide et débranché dans un coin de son salon. « Ainsi ma femme pourra gagner un peu d'argent. »



Les Seychelles sont le leader mondial de l'énergie renouvelable

SEYCHELLES NEWS AGENCY

Un indice de performance environnementale a classé les Seychelles en première place sur 180 pays dans la catégorie climat et énergie, en faisant l'éloge de son utilisation de l'énergie renouvelable.

L'indice de performance environnementale 2018 classe les pays dans 24 catégories, y compris la pollution de l'air, le système sanitaire, le climat et l'énergie, la pêche et l'agriculture. Dans la catégorie climat et énergie, cette nation insulaire a fait un « saut en avant impressionnant dans le classement mondial, allant de la 179ème à la première place », indique le rapport.



AFP/GETTY IMAGES

Wills Agricole, secrétaire principal pour le changement climatique et l'énergie, déclare que le classement est dû aux efforts que font les Seychelles dans ces deux domaines.

« Les Seychelles ont multiplié leurs efforts au cours des dernières années pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en accélérant la transition aux sources d'énergie renouvelables par l'introduction de systèmes d'énergie renouvelable et à haut rendement énergétique », déclare M. Agricole.

Les Seychelles, archipel de l'océan Indien occidental, ont affronté des défis environnementaux tels que le changement climatique, les invasions biologiques, le blanchissement des coraux et l'érosion côtière.



L'ANGOLA DÉCOUVRE UN GISEMENT de poisson

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Angola s'efforce de diversifier son économie basée sur le pétrole. Le poisson est une ressource naturelle et facilement disponible, mais le manque d'équipement et de savoir-faire a donné des problèmes à l'industrie.

Le président João Lourenço a commencé son mandat en septembre 2017 en promettant de livrer un « miracle économique » qui transformerait ce pays d'Afrique australe, où selon les Nations unies plus de la moitié de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

L'effondrement du prix du pétrole brut en 2014, qui fournit 70 % de tous les revenus et presque la totalité de la monnaie forte, a exercé une pression immense pour que le pays se diversifie.

Le président Lourenço fait le pari que les 1.600 kilomètres de côte atlantique pourraient apporter la prospérité basée sur la pêche.

L'huile de poisson est très demandée par les industries cosmétiques et pharmaceutiques, et la farine de poisson est utilisée par les

Des travailleurs acheminent le poisson frais qui sera utilisé pour fabriquer l'huile et la farine de poisson à Benguela, en Angola. AFP/GETTY IMAGES

éleveurs pour nourrir les animaux. La ministre de la Pêche Victoria de Barros avait annoncé précédemment des plans pour construire un nouveau port avec stockage réfrigéré à Tomboa à un coût de 23,5 millions de dollars.

Le gouvernement cherche à augmenter la pêche annuelle de 16 % au cours des quatre prochaines années, à une valeur de 614.000 tonnes. Entre-temps, il vise à une augmentation de 50 % de la production de farine de poisson, à une valeur de 30.000 tonnes, au cours de la même période.

Réduire sa dépendance pétrolière s'avère difficile pour un pays qui a été fortement dépendant de l'or noir pendant des décennies.

« Nous avons une industrie de la pêche mais nous n'avons pas la capacité de satisfaire à la demande internationale », déclare Jose Gomes da Silva, directeur gouvernemental de la pêche dans la ville côtière de Benguela.

Bai Bureh, le guerrier de la Sierra Leone

PERSONNEL D'ADF

Bai Bureh avait une fois acquis le surnom *Kebalai*, ce qui signifie « celui qui ne se fatigue jamais de la guerre ». En 1898, il a affronté l'une des armées les mieux formées et disciplinées du monde. Armé avec à peine plus que son camouflage, sa ruse et son audace, il a été capable de lutter jusqu'à une situation d'impasse pendant près d'un an.

Aujourd'hui, il est connu comme l'un des plus grands héros de la Sierra Leone.

Bai Bureh est né en 1840 dans un village du Nord de la Sierra Leone. Lorsqu'il était jeune homme, son père l'envoya suivre une formation pour devenir guerrier. Il devint un soldat infatigable, au point qu'il fut nommé chef de son village lorsqu'il rentra chez lui.

Son ambition était au niveau de sa férocité et il commença à lutter contre les villages et les chefs voisins, avec sa vision d'une région qui serait à la fois musulmane et traditionnelle, au lieu de se plier à la volonté des colonialistes britanniques. Son influence augmenta et à l'âge de 46 ans il devint le chef de la province du Nord de la nation.

À l'époque, Freetown, plaque tournante portuaire de la Sierra Leone, était la capitale de l'Afrique occidentale britannique. Bai Bureh

n'était pas impressionné par les Britanniques et refusa de coopérer avec eux. Son insubordination inclut un raid sur les troupes britanniques en Guinée française et son refus d'accepter un traité qu'il n'avait pas signé. Le dernier affront survint en 1893 lorsque les Britanniques imposèrent une « taxe sur les huttes », qui força les habitants à payer pour le droit de vivre sur leurs propres terres. Ceux qui ne pouvaient pas la payer étaient réduits essentiellement à l'esclavage comme travailleurs manuels.

Bai Bureh refusa de reconnaître la taxe sur les huttes et pensa que les Britanniques devaient partir du pays. Finalement, le gouverneur britannique offrit une récompense de 100 livres pour sa capture. Il répondit en offrant outrageusement une récompense de 500 livres pour la capture du gouverneur.

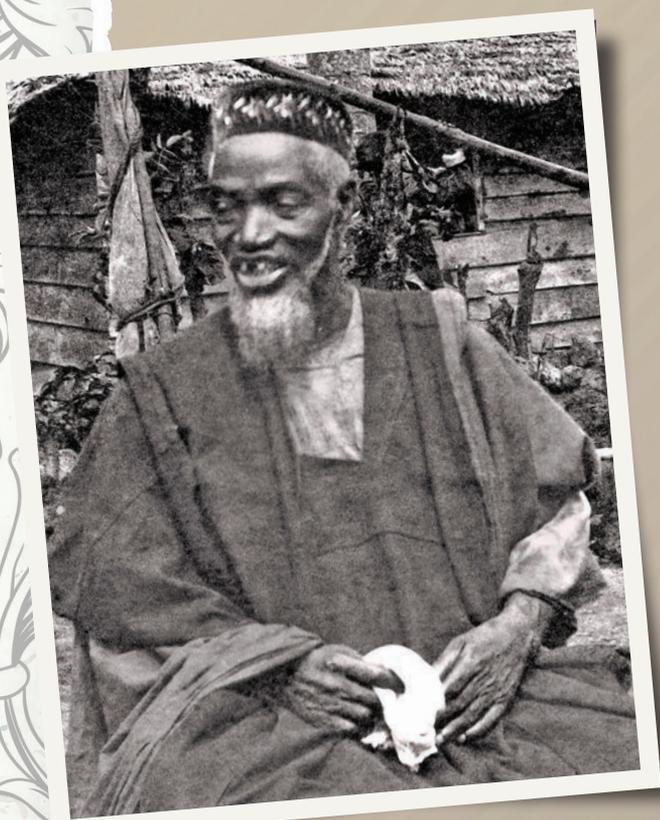
En 1898, Bai Bureh déclara la guerre contre les Britanniques. De prime abord, cela semblait un acte suicidaire. Les troupes britanniques étaient une force mondiale hautement entraînée et bien équipée ; les soldats de Bai Bureh avaient reçu peu d'entraînement formel et étaient armés seulement d'épées, de lances, de frondes et de mousquets obsolètes.

Luttant contre les envahisseurs dans sa terre natale, Bai Bureh fit obstacle aux Britanniques avec sa guerre de guérilla. Il connaissait la valeur des tactiques militaires telles que la coupure des lignes d'approvisionnement. Malgré la sauvagerie des batailles, il fit tout son possible pour protéger les civils et les missionnaires, même britanniques, qui étaient coincés dans les zones de guerre.

Ses forces repoussèrent l'ennemi pendant la majeure partie de 1898 jusqu'à ce que les forces britanniques adoptent une politique de terre brûlée en mettant le feu à des villages entiers et des pâturages pour affamer les troupes ennemies.

Bai Bureh se rendit le 11 novembre mais il avait gagné le respect de ses ennemis pour ses aptitudes de combattant et sa compassion envers les civils. Les Britanniques pendirent près de 100 de ses combattants mais ils épargnèrent sa vie et l'envoyèrent à Freetown, où il fut considéré comme un héros et une célébrité par ses concitoyens. Les Britanniques le transportèrent dans ce qui est aujourd'hui le Ghana où il vécut pendant sept ans, et lui permirent de rentrer dans son village natal en 1905. Le chef guerrier mourut trois ans plus tard à l'âge de 68 ans.

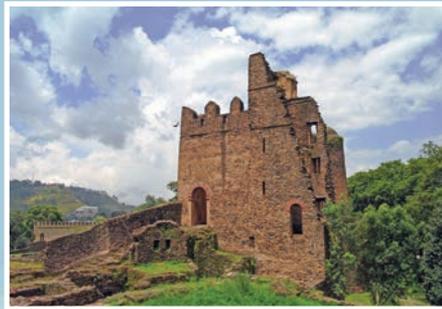
La Sierra Leone est devenue un état indépendant en 1961. Les historiens du pays vous diront que la lutte pour l'indépendance a commencé avec la rébellion de Bai Bureh.



INDICES



- 1 C'était la résidence des empereurs aux 16ème et 17ème siècles.
- 2 La ville est entourée d'un mur d'une longueur de 900 mètres.
- 3 Le complexe contient des palais, des églises, des monastères et d'autres bâtiments présentant des influences hindoues et arabes.
- 4 La ville était le centre du gouvernement du pays jusqu'en 1864.



partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*).....

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

OU

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

